

**Jean Ziegler  
J.Ph. Rapp**

---

Thomas  
**SANKARA**  
Un nouveau pouvoir  
africain

Collection

**les grands entretiens**

dirigée  
par Jean-Louis Gouraud

© 1986 Pierre-Marcel Favre/ABC (groupe média international)  
Couverture : maquette de B. Flageul ; photo P. Aventurier/Gamma.  
Photos du dos : Gérard Gastaud (Le Seuil) pour J. Ziegler et J.-Claude  
Gadmer pour J.-Ph. Rapp.

**Editions Pierre-Marcel Favre**  
Siège social : 29, rue du Bourg  
CH 1002 Lausanne (Suisse). Tél. : 021/22.17.17  
Paris : 2, rue du Sabot  
F 75006 Paris (France). Tél. : 01/45.48.68.85

**Editions ABC (groupe média international)**  
Siège social : 9, rue du Château-d'Eau  
F 75010 Paris (France). Tél. : 01/42.09.61.84

Tous droits réservés pour tous pays. Toute reproduction, même  
partielle, par tous procédés, y compris la photocopie, est interdite.

Dépôt légal en Suisse en mai 1986.

ISBN 2-8289-0235-8

PIERRE-MARCEL  
**FAVRE** | 

Collection

**les grands entretiens**

dirigée  
par Jean-Louis Gouraud

déjà parus  
**AFRIQUE : LES CHEFS PARLENT**  
dix chefs d'Etat africains  
au micro de  
Radio-France Internationale  
(préface d'Hervé Bourges)

---

**KADHAFI :**  
« JE SUIS UN OPPOSANT  
À L'ÉCHELON MONDIAL »  
entretiens avec Hamid Barrada  
Marc Kravetz  
et Mark Whitaker

---

**MEÏR KAHANE**  
**LE RABBIN QUI FAIT PEUR**  
**AUX JUIFS**  
une enquête sur l'extrême droite  
en Israël  
par Raphaël Mergui  
et Philippe Simonnot

---

**SHALOM COHEN :**  
**LES TROIS FRÈRES**  
**D'ISRAËL**

---

**JEAN ZIEGLER :**  
**UN NOUVEAU POUVOIR**  
**AFRICAIN**  
entretiens avec  
**THOMAS SANKARA**  
recueillis par  
J.-PH. RAPP

Ce livre est dédié à la mémoire de :

Olof Palme,  
assassiné le 28 février 1986 à Stockholm  
Mohamed Maïga,  
mort le 1<sup>er</sup> janvier 1984 à Ouagadougou

JQ  
3398  
A61  
S268  
1986

QUELQUES OUVRAGES DE JEAN ZIEGLER  
aux éditions du Seuil

---

Les Vivants et la Mort

*essai de sociologie*

coll. « *Esprit* », 1975 ; coll. « *Points* », 1980

Une Suisse au-dessus de tout soupçon

(en collaboration avec Delia Castelnuovo-Frigessi,  
Heinz Hollenstein, Rudolph H. Strahm)

coll. « *Combats* », 1976 ;

coll. « *Points Actuels* », nouv. éd., 1985

Main basse sur l'Afrique

coll. « *Combats* », 1978 ;

coll. « *Points Actuels* », nouv. éd. revues et augmentées, 1980 et 1986

Le Pouvoir africain

coll. « *Esprit* », 1973 ; coll. « *Points* », 1979

Retournez les fusils !

*Manuel de sociologie d'opposition*

coll. « *L'histoire immédiate* », 1980 ;

coll. « *Points Politique* », 1981

Contre l'ordre du monde — les Rebelles  
(Mouvements armés de libération nationale  
du tiers monde)

coll. « *L'histoire immédiate* », 1983 ;

coll. « *Points Politique* », 1985

Vive le pouvoir ! ou les délices de  
la raison d'Etat.

1985

QUELQUES OUVRAGES DE JEAN-PHILIPPE RAPP

---

*Les nouvelles chaînes*

techniques modernes de la télécommunication et le tiers monde

*Presses universitaires de France (Paris) 1983*

*Cahiers de l'IUED (Institut Universitaire d'Etudes du Développement)*

Le tourisme, nouveau colonialisme

*CETIM (Centre Europe Tiers Monde), Genève 1982*

7

Avant-propos

Quand l'oppression se fait plus lourde,  
Nombreux sont les découragés  
Mais son courage à lui augmente.

...

Il organise son combat  
Pour quelques sous, pour l'eau du thé.  
Pour le pouvoir d'Etat.  
Il demande à la propriété :  
D'où viens-tu ?

Là où l'on se tait toujours,  
Il parlera.  
Là où l'oppression règne et où l'on parle  
de destin,  
Il citera des noms.

...

Quand on l'expulse, là où il va,  
Va la révolte.

*Bertolt Brecht,*  
Eloge du révolutionnaire, poèmes,  
*Editions de l'Arche.*

Dans notre Europe de la conscience homogénéisée, du consensus confus et de la raison d'Etat triomphante, toute idée de rupture avec l'ordre meurtrier du monde relève du délire. Un révolutionnaire, chez nous, est considéré au mieux comme un original sympathique, une sorte de clochard de l'esprit, un illuminé inoffensif ou un marginal pittoresque, au pire comme un inquiétant trublion, un déviant, un fou. La *Realpolitik* gouverne la planète. Son idéologie légitimatrice : le chauvinisme fanfaron, la mensongère doctrine des droits de l'homme. J'exagère ? Les Etats-Unis, la France, la Suisse, l'Angleterre et bien d'autres Etats occidentaux abritent à l'intérieur de leurs frontières des démocraties réelles, vivantes, respectueuses des libertés et des revendications de bonheur de chacun de leurs habitants. Mais dans leurs empires néo-coloniaux, face aux peuples périphériques qu'elles dominent, ces mêmes démocraties occidentales pratiquent ce que Maurice Duverger appelle « *le fascisme extérieur* » : dans les pays du tiers monde, depuis près de vingt ans, tous les indicateurs sociaux (sauf l'indicateur démographique) sont négatifs. La sous-alimentation, la misère, l'analphabétisme, le chômage chronique, les maladies endémiques, la destruction familiale sont les conséquences directes des termes inégaux de l'échange, de la tyrannie de la dette. Les démocraties occidentales pratiquent le génocide par indifférence. Régis Debray : « Il faut des esclaves aux hommes libres. »<sup>1</sup> La fragile prospérité de l'Occident est à ce prix.

Périodiquement, à la périphérie, des hommes, des femmes se lèvent, refusent l'ordre du monde et revendiquent pour eux-mêmes, pour leur peuple, une chance de vie. *Thomas Sankara* est de ces hommes-là. Mystère de la liberté humaine : ces insurrections de l'esprit ont généralement lieu dans les contrées les plus démunies, les plus affligées. Le Burkina-Faso est le 9<sup>e</sup> pays le plus pauvre de la terre, si l'on considère le revenu par tête d'habitant ; sur la liste publiée par la Banque mondiale en 1985, le Burkina figure en 161<sup>e</sup> position. Le déficit alimentaire du pays a été en 1985 de 200 000 tonnes céréalières. L'infrastructure industrielle ? Inexistante. Les réseaux routier, ferroviaire ?

1. Régis Debray in *Le Tiers monde et la gauche*, ouvrage collectif, Editions du Seuil, 1979, p. 79.

Rudimentaires. L'attente de vie ? La moitié de celle que connaît la France. Le budget de fonctionnement de l'Etat ? Déficitaire en permanence ; chaque année, dès le mois d'octobre, le Burkina doit quêter à l'extérieur les fonds nécessaires au paiement de son fonctionnariat pléthorique et largement parasitaire. L'héritage institutionnel enfin : il est totalement inadapté aux exigences d'un développement autocentré, accéléré d'un pays à l'agriculture primitive et à l'accumulation interne inexistante.

Chaque homme est le produit d'une dialectique compliquée entre le général et le particulier, entre une histoire sociale multiforme, contradictoire et une volonté personnelle, elle-même tributaire d'une diachronie familiale, clanique. Jean-Paul Sartre : « Il ne s'agit pas de savoir ce que nous voulons faire de notre liberté. La question est : que voulons-nous faire de ce qu'on a fait de nous ? » Comprendre la dialectique qui a produit un Sankara est le but ambitieux de ce livre.

\*  
\*\*

Comment faire ? Le mieux est évidemment de donner la parole au sujet épistémique, à l'acteur lui-même.

Dans ce livre, c'est donc avant tout *Sankara* qui parle. C'est *Jean-Philippe Rapp* qui sollicite, recueille sa parole.

Jean-Philippe Rapp est un journaliste de réputation et d'audience internationales. Ancien producteur à la Télévision suisse romande de l'émission « Temps présent », il dirige aujourd'hui l'édition de la mi-journée du téléjournal. Il est également responsable d'un cours pour les questions de communication à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève. Avec Sankara, il entretient des liens privilégiés : « Temps Présent » avait sous son impulsion et celle de Jean-Claude Chanel, Serge Théophile Balima et Azod Sawadogo produit en 1983 une série d'émissions d'analyse comparée de l'hôpital de Ouagadougou et de Genève. Une collecte auprès du public suisse ayant répondu à leur appel, ils ont pu — avec l'aide du Ministère de la santé du Burkina — construire une clinique pédiatrique. De cette collaboration burkinabé-helvétique est née une amitié : Rapp a, à plusieurs reprises, eu de

longues conversations avec Sankara. Le résultat ? Un portrait de Sankara diffusé par la télévision romande et le présent livre.

Le dialogue Sankara-Rapp est-il un dialogue complice ? Evidemment non. Comme moi-même, Rapp est très peu porté sur la vénération des grands hommes. Comme moi, il a horreur des « héros ». Ce livre abrite un dialogue didactique : Sankara tente, avec un remarquable sens pédagogique, d'expliquer son projet politique et les racines personnelles, idéologiques qui le nourrissent. Sa franchise est totale. Il ne tente pas de séduire (ni Rapp ni moi-même ne nous serions d'ailleurs prêtés à une telle opération...) mais de *dire ce qui est*. Grâce à ce dialogue, une fascinante page de l'histoire africaine contemporaine s'ouvre devant nos yeux.

\*  
\*\*

Pourquoi ai-je accepté le projet à ce livre ? Nice, mars 1986 : Robert Charvin, doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Nice, nous a conviés, quelques collègues et moi-même, dans son bureau qui, situé à mi-pente d'un splendide parc planté de pins, surplombe la baie des Anges. Thème de la discussion : les sujets de thèse. Nice a un problème similaire à celui de Genève : de nombreux candidats aux doctorats, venus d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, cherchent un directeur de thèse... et surtout un sujet en accord avec leur expérience personnelle, leurs intérêts intellectuels, leurs projets d'avenir. Et que faisons-nous, nous les professeurs européens ? Nous dressons de savantes listes de sujets qui couvrent les analyses des mouvements armés de libération, de la construction nationale et d'Etat à la périphérie, de l'acculturation idéologique des avant-gardes, etc. Pratiquement jamais nous ne proposons un sujet qui problématise la création symbolique autochtone. Pourquoi ? Parce que, tout simplement, dans la vaste bibliographie sociologique, politologique existante, les ouvrages de fond élaborés par les dirigeants des mouvements de libération eux-mêmes sont quasi inexistants. Les œuvres d'Amilcar Cabral, de Kwameh N'Krumah, de Luiz-Emilio Recabarren, de José-

Maria Mariatégui ou d'Anibal Ponce, constituent de rares exceptions. Les œuvres théoriques, les systèmes d'auto-interprétation élaborés par les combattants africains (latino-américains, etc.) eux-mêmes, manquent cruellement. C'est au lendemain de cette discussion, à mon retour de Nice, que j'ai donné mon accord définitif pour ce livre à Jean-Louis Gouraud et Pierre-Marcel Favre. Gouraud et Favre sont à l'origine du « Projet Sankara ».

\*  
\*\*

Quelle est la structure du livre ? Trois parties la composent. J'en assume la première. J'évoque certaines hypothèses, formule certaines intuitions concernant la genèse de la pensée de Sankara et des évidentes contradictions qui l'habitent.

Cette première partie contient la transcription de mes notes prises durant mes séjours au Burkina et de mes discussions avec nombre de ses habitants, dirigeants ou simples paysans. Elle évoque aussi mon interprétation de certains événements clés de la récente histoire du pays.

J'insiste : je ne présente pas ici une analyse sociologique des bouleversements politiques, idéologiques, économiques, militaires que les jeunes officiers, vainqueurs de l'épreuve de force du 4 août 1983, mettent en œuvre dans un pays dont ils veulent changer le destin, les mentalités et les structures. La « Haute-Volta », devenue grâce à Sankara le Burkina-Faso, « la terre des hommes libres », est parmi les pays dont l'histoire sociale, la configuration ethnique, les multiples héritages culturels sont les mieux connus en Afrique ; il existe une excellente université à Ouagadougou ; à l'IFAN de Dakar, à l'ORSTOM d'Abidjan, au CNRS de Paris et à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève, il existe des spécialistes — économistes, linguistes, politologues, anthropologues et autres — qui ont publié d'intéressantes monographies sur les peuples du Burkina. Sur la période contemporaine, des recherches sont en cours qui promettent une moisson riche et multiforme et qui apporteront dans les années à venir des connaissances sectorielles précises.

Je ne suis spécialiste ni de l'empire mossi ni des formations sociales peul, bellah, touareg ou mandingue. Quant à l'histoire de la conquête coloniale des plateaux mossi qui marque si profondément le souvenir, le caractère des dirigeants actuels, Yves Person et ses successeurs ont produit des travaux qui font autorité. Je le répète : je ne fais pas ici œuvre de sociologue ; des collègues, spécialistes de la région le font et ce que je sais de la configuration ethnique, des contradictions de classes, des cosmogonies autochtones, je le sais par les sources secondaires dont, à la fin du livre, j'indique la bibliographie sélective.

La deuxième partie du livre contient les dialogues de Sankara avec Jean-Philippe Rapp. La troisième partie est une partie documentaire : elle reproduit un certain nombre de textes de références indispensables à la compréhension des événements du Burkina de la période 1983-1986.

Micheline Bonnet, documentaliste au Département de sociologie de l'Université de Genève, a bien voulu mettre au net la première partie du livre ; Juan Gasparini, assistant, a établi la bibliographie sélective. Je leur dis ma vive gratitude.

JEAN ZIEGLER  
Genève, Pâques 1986.

## Première partie

### Un nouveau pouvoir africain par Jean Ziegler

A la table de qui le Juste refuserait-il de  
s'asseoir  
S'il s'agit d'aider la justice ?  
Quel remède paraîtrait trop amer  
Au mourant ?  
Quelle bassesse refuserais-tu de commettre  
Pour extirper toute bassesse ?  
Si tu pouvais enfin transformer le monde,  
que  
N'accepterais-tu de faire ?  
Qui est-tu ?  
Enfonce-toi dans la fange,  
Embrasse le bourreau, mais  
Change le monde : il en a besoin !

*Bertolt Brecht*  
*Change le monde, il en a besoin !*  
Editions L'Arche

## LES ANNÉES D'APPRENTISSAGE

Un curieux paradoxe frappe la personnalité de Sankara : chaleureux, extroverti, passionné de débat, tendu jusqu'à l'extrême par la volonté de convaincre, rieur, aimant la musique, la fête, amateur de veillées interminables, convivial, Sankara est en même temps un homme secret, solitaire, fermé presque.

Sankara parle avec passion de l'aventure collective dans laquelle, depuis 1983, il a engagé ses compatriotes. Mais il ne se livre guère et l'introspection, l'exploration de sa propre socialisation, de son histoire familiale, personnelle, lui répugnent. L'extrême pudeur, si caractéristique de pratiquement toutes les grandes civilisations africaines, explique sa retenue dès que la conversation approche du domaine familial, privé. Sankara est Mossi par sa mère, Peul par son père. Thomas est né il y a 38 ans dans le village de Yako, entre Kaya et Ouahigouya, dans le royaume mossi de Yatenga. Toute sa vie, jusqu'à aujourd'hui, sa mère a vécu la pénible existence des paysannes mossi ; Sankara, en discutant avec Rapp, évoque les journées harassantes, le constant et épuisant labeur de sa mère. Il en parle avec révolte, avec affection aussi. La figure dominante de son enfance, de son adolescence est sans aucun doute *le père*. Sankara, de par ses origines, est un Slimi-Moagoa, le ressortissant d'une sous-classe, méprisée par les féodaux mossi. J'insiste : ni « vrai Mossi » ni « vrai Peul », Sankara est obligé, très tôt, de se définir lui-même par rapport à ses propres actes, ses propres convictions<sup>1</sup>. La conquête de sa propre identité a été très tôt une tâche difficile. Si les féodaux mossi, aristocrates du royaume et maîtres de la terre, regardent de travers ce fils de Peul, les Peuls eux-mêmes ne l'acceptent pas comme un des leurs.

1. Plusieurs dirigeants africains partagent cette condition : Patrice Lumumba n'est issu d'aucune des grandes ethnies homogènes du Congo ; il est Mutetela, une ethnie « bâtarde », dispersée à travers tout le bassin congolais par les campagnes des armées esclavagistes du sultan de Zanzibar. Autre exemple : Kwameh N'Krumah est né de la petite ethnie des Nzimah, insignifiante, méprisée par les ressortissants de l'empire ashanti ou des royaumes ewe.

Un des amis intimes, camarade de combat de Sankara, Moussa Diallo, chef du régiment stationné à Bobo-Dioulasso, m'a raconté en riant cet incident : lors d'une cérémonie d'inauguration d'un barrage d'irrigation dans la région de Dori, Sankara marche en tête du cortège, suivi de Diallo. Une délégation de chefs peuls se présente le soir au gîte de Diallo. Diallo est un Peul pur sang. Les chefs peuls lui disent sur un ton véhément de reproche : « Moussa, comment peux-tu marcher *derrière* ce type qui n'est même pas un vrai Peul ? »

Qui est le père de Sankara ? Tirailleur voltaïque, combattant « volontaire » de l'empire français, le père a connu le parcours classique du soldat africain au service de la France. Parcours profondément ambigu : fidèle au drapeau tricolore, convaincu de la supériorité de l'homme blanc (ou, du moins, acceptant comme un fait inéluctable la soumission à la violence blanche), ce père a servi la France en Afrique, en Europe, en Asie ; il a réprimé ses frères, reproduit l'ordre du Seigneur sur trois continents. Démobilisé, il est devenu ancien combattant, fréquentant à Bobo-Dioulasso, à Ouagadougou, les maisons réservées aux anciens tirailleurs, recevant une pension et jouissant, dans la foule misérable des paysans et des petits-bourgeois citadins, des privilèges matériels, du prestige symbolique que lui conférerait sa maigre pension. Thomas Sankara, entouré de nombreux frères et sœurs, grandit à l'ombre de ce père aimé. Révolte contre le père ? Non. *Mais révolte contre le système qui, de ce père droit, honnête, solidaire de ses voisins, a fait un complice des dominateurs.*

Deux anecdotes que Sankara m'a racontées lui-même illustrent mon propos. La première : 1960, année de l'indépendance formelle du pays. Le petit Sankara a 12 ans. C'est déjà un meneur. Sankara, à ce moment, habite Bobo-Dioulasso où il fréquente le lycée. Un beau jour, les jeunes Français arrachent et brûlent le drapeau voltaïque qui avait été hissé dans la cour. Les élèves noirs, conduits par Sankara, leur foncent dessus, armés de bâtons. Bagarre, cris. Intervention des parents blancs. Le père de Thomas, tenu pour responsable des « méfaits » de son garnement, est condamné à la prison.

La seconde : Thomas Sankara, 10 ans, est à l'école des

Blancs. Le directeur de l'école s'appelle M. Vignon. Il a un fils : Patrick. Celui-ci reçoit pour Noël un splendide vélo. Thomas meurt d'envie de monter dessus. Il flatte le petit Patrick, fait toutes ses volontés, lui porte sa serviette, le pousse quand Patrick fait de la balançoire. Rien n'y fait. Patrick refuse de lui prêter sa belle machine ne serait-ce qu'un instant. Alors, Thomas, excédé, lui arrache le vélo et part faire un tour sur les pistes rouges du pays. Patrick hurle, alerte son père. Celui-ci alerte la police. Chasse à l'homme. Le petit Sankara est pris, battu. Son père est envoyé en prison.<sup>1</sup>

Lorsque Sankara m'a fait ces récits, il m'a semblé qu'il n'avait pas été totalement mécontent du fait que, à chaque fois, son père ait fini en prison. *Il aime mieux se souvenir d'un père incarcéré par les Blancs que servant le drapeau étranger.*

*L'aventure singulière* de Thomas Sankara et de ses compagnons d'armes et de conspiration a donné naissance, à Ouagadougou même ainsi que dans la presse africaine publiée à Paris, à des interprétations flatteuses : les quelques officiers, organisateurs de l'épreuve de force du 4 août 1983, auraient formé, dès leur plus jeune âge, une organisation appelée le ROC (Rassemblement des officiers communistes). En d'autres termes : leur marche vers le pouvoir d'Etat serait identique à celle entreprise, à partir du serment de Mankabad en 1938, par Gamal Abdel Nasser, Abdel Hakim Amer, Abdel Raouf et les autres *Officiers libres égyptiens*. (Le « Dohbat el Arab », l'espoir des Arabes, n'a pas fini d'enflammer les imaginations : Muammar Kadhafi, Jalloud, les vainqueurs du coup antifeodal du 1<sup>er</sup> septembre 1969 en Libye revendiquent eux aussi un parcours identique à celui des Officiers libres du Caire.)

Spéculations peu vraisemblables que tout cela. Nasser, Amer, Raouf, ont fondé l'organisation des Officiers libres dès leur sortie de l'académie militaire, à Mankabad, par le

1. Quand Sankara fait le récit d'un événement personnel, il le fait toujours avec beaucoup d'ironie, éclatant de rire, s'amusant comme un gamin des incidents passés. Je n'ai jamais remarqué chez lui la moindre trace de vanité. Il revient sur un de ces épisodes dans ses entretiens avec Rapp.

fameux sermon de 1938. Ils ont vécu seize ans de clandestinité, subi des défaites nombreuses, noué des alliances changeantes, conduit dans la zone du canal la guérilla contre les Anglais, pris, enfin, le pouvoir le 23 juillet 1952 par un putsch militaire des plus classiques. Or, nous le verrons, les journées d'août 1983 à Pô, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, ne relèvent pas — ou pas uniquement — de l'action militaire ; un mouvement social profond, contradictoire, complexe a rendu le renversement du dernier gouvernement néo-colonial, celui présidé par Ouedraogo, possible. Quant à l'apprentissage de la clandestinité, il a été pour Sankara, beaucoup moins long que pour Nasser et ses amis. Clandestinité d'un type particulier d'ailleurs : Sankara n'a jamais, dans l'illégalité, dirigé une organisation de combat aux ramifications multiples, comparable à celle des Officiers libres égyptiens ou même des Officiers libres libyens.

Deux stations dans la prise de conscience politique de Sankara. Madagascar d'abord : Sankara a vécu une première période de formation à l'académie militaire d'Antsirabé. L'époque est passionnante : c'est le tournant des années 1970. Le régime néo-colonial du vieux Tsirana, cacique issu de la SFIO et mis en place par la métropole, est tombé, victime de l'explosion populaire. Partout des révoltes populaires éclatent. Le pays, complexe, conflictuel, héritier d'une histoire millénaire, est en ébullition. Déjà, un jeune officier issu de l'école navale de Brest, le lieutenant de vaisseau Didier Ratsiraka tient sur la place publique d'Atanarivo des discours enflammés. Sankara vit passionnément les événements de Madagascar.

La nuit, Sankara discute avec ses camarades des événements observés durant la journée. Lentement, une conscience politique se forme. Des lectures intenses accompagnent, favorisent cette naissance.

Trois ans plus tard, Blaise Campaore et Thomas Sankara sont envoyés à l'école militaire à Rabat. Sankara : « C'est là que j'ai vu l'abominable misère du peuple, le luxe insultant des classes dirigeantes, la perversion du régime néo-colonial, les souffrances, le désespoir que les satrapes sans

conscience infligent aux plus pauvres de leurs compatriotes. »

Madagascar est le lieu où Sankara acquiert les instruments d'analyse, les concepts qui lui permettront de repenser l'histoire de son propre pays. A Rabat naît sa révolte, cette force mystérieuse qui surgit du plus profond de l'être et qui transforme en rebelle l'homme qui l'abrite.

De retour à Ouagadougou, commence alors le *travail raisonné, méthodique du révolutionnaire*. Prise de contact discret avec des camarades dont l'humiliation personnelle, l'expérience politique sont proches des siennes. Inventaire documenté des contradictions, des dysfonctions du système politique, de la structure économique de l'Etat néo-colonial. Tentative, toujours avortée, de nouer des alliances avec les partis d'opposition communistes, réformistes, avec les syndicats puissants à Ouagadougou.

Pendant tout ce temps, la carrière institutionnelle de Sankara, de Blaise et des autres se poursuit : ils pratiquent l'« entrisme » dans le plus pur style léniniste. Sankara devient secrétaire d'Etat à l'Information. 1982 : son évidente intelligence, sa popularité font commettre aux dirigeants néo-coloniaux une erreur fatale : Sankara est nommé premier ministre. A peine entré en fonctions, il part pour New Delhi où se réunissent en janvier 1983 les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement des pays non alignés.

A Delhi, son discours en séance plénière, ses interventions en commission — déjà marqués par cet explosif mélange entre la pédagogie populaire, le récit africain et l'analyse conceptuelle qui font leur séduction et leur force aujourd'hui encore — créent immédiatement une impression profonde. Le président en exercice du mouvement, *Fidel Castro*, l'invite un soir dans sa villa. La rencontre marque un tournant dans la vie de Sankara. De plusieurs manières : Sankara découvre concrètement l'identité des revendications, des désirs de libération entre les peuples du tiers monde. Il se sent reconnu, encouragé puissamment par un révolutionnaire qui — au prix d'une formidable patience — avait su rompre avec l'ordre du monde. J'apprendrai deux ans plus tard à La Havane, combien a été forte l'impression produite à New Delhi par Sankara sur Fidel Castro... C'est Carlos Raffael Rodriguez, premier vice-

président du Conseil d'Etat cubain et observateur subtil des fissures et craquements du monde impérialiste, qui me fit le récit de cette nuit de Delhi. Autre conséquence de la rencontre de New Delhi : les services secrets occidentaux — et notamment français — commencent à s'intéresser de près à ce jeune capitaine trop cultivé, trop intelligent, trop libre d'esprit.

Guy Penne, conseiller pour les néo-colonies africaines à l'Elysée, fait un voyage éclair à Ouagadougou. Ouedraogo, qui n'a rien à refuser à son tuteur métropolitain, comprend à demi-mot : le 17 mai, Sankara est arrêté.

\*

\*\*

Comment caractériser la pensée de Sankara ? Les dialogues menés avec Jean-Philippe Rapp permettront de répondre à cette question. Je suis frappé par la capacité mobilisatrice, émancipatrice, le rayonnement de cette pensée. Elle possède une charge critique, une qualité analytique exceptionnelles. Elle rayonne à présent sur toute l'Afrique occidentale. Il y a sans aucun doute coïncidence large entre cette parole et les espérances confuses, les désirs de dignité, le refus de l'humiliation qui habitent des millions de jeunes Africains aujourd'hui.

Sankara est *leur héros*. Je déteste ce terme. Je me rappelle le poème de Brecht : « Malheur aux peuples qui ont besoin de héros. » Mais le fait est là : dans l'état de délabrement extrême où est aujourd'hui l'Afrique noire, ravagée par les satrapes corrompus, les tyrans sanglants, les peuples africains cherchent dans la nuit la lumière qui leur indiquera le chemin. *Sankara est cette flamme*. Il dit la situation de l'Afrique d'une façon lucide, informée. Il annonce son projet avec clarté et intelligence. Comme toute grande pensée, la sienne aussi est une pensée initiatique, c'est-à-dire née du combat, constamment en mouvement. Sankara est un homme d'intuition plus que de concepts.

Je crois comprendre l'intention subjective de Sankara : il n'a pas l'ambition de créer un système philosophique nouveau comme N'Krumah vieillissant ou Cheikh Anta Diop dans sa jeunesse. Son ambition est autre, à la fois plus modeste et plus difficile : il se veut *la voix des hommes sans*

*voix*. Les paroles qu'il articule sont celles des masses populaires. *Mao Tsé-Toung* confie à Malraux : « Il nous faut enseigner avec précision aux masses ce que nous recevons d'elles sous forme confuse. »<sup>1</sup> Les hommes humbles, les paysans savent. L'avant-garde issue de la classe moyenne inférieure africaine, créée par l'occupant et qui veut rejoindre le peuple ne fait — dans un premier temps du moins — qu'actualiser la parole qu'elle recueille du peuple.

La pensée de Sankara, enfin, est une pensée collective. Qui est Sankara ? J'emprunte à Sartre la réponse : « Tout un homme fait de tous les hommes et qui les vaut tous et qui vaut n'importe qui. »<sup>1</sup>

En d'autres termes : Sankara porte en lui les valeurs irrépressibles de tout homme humilié, de tout homme cherchant sa liberté. Valeurs de dignité, de tolérance, de justice sociale, de réciprocité, de complémentarité entre les hommes. Valeurs qui sont au fondement de tout combat d'émancipation. Sankara est le créateur d'un imaginaire de convocation nouveau et puissant.

1. Mao Tsé-Toung cité par André Malraux in *Antimémoires*, Editions Gallimard, 1967, p. 53.

1. Jean-Paul Sartre, *Les mots*, Editions Gallimard, coll. Folio, 1979, p. 214.

## LE POIDS DE L'HISTOIRE

Quels sont les antécédents, quelles sont les significations multiples de cet événement du 4 août 1983 que les Burkinabé, toutes classes confondues, appellent la « révolution nationale démocratique et populaire » ?

Un retour à la récente histoire du pays est indispensable.

Au Burkina — pays sahélien de 270 000 km<sup>2</sup> et de six millions d'habitants qu'arrosent d'une façon tout à fait insuffisante les trois Volta (la noire, la rouge, la blanche) — la *Première République* est proclamée par la mince bourgeoisie compradore, fabriquée par le colonisateur, le 11 décembre 1958 (l'indépendance viendra le 5 août 1960). Son premier et unique président, le très corrompu Maurice Yameogo est renversé par les syndicats, puissants au Burkina, et le peuple mécontent, en 1966. Le président de la *Deuxième République* est un vieux général débonnaire, issu de l'armée coloniale, le général Lamizana. En 1977, débute la *Troisième République* : Lamizana, confirmé par des élections générales relativement libres, reste président. Mais sa gestion est catastrophique : le coût de la vie augmente, le pouvoir d'achat baisse en ville et à la campagne, des grèves éclatent, la repression et la corruption sévissent. 25 novembre 1980 : le colonel Saye Zerbo, aidé de jeunes officiers et sous-officiers et appuyé par les syndicats dont le principal leader est Soumané Touré et le Front progressiste Voltaïque (FPV), dirigé par l'historien de réputation internationale Joseph Ki Zerbo, prend le pouvoir. Mais rapidement le nouveau pouvoir s'enlise. C'est la rupture avec les syndicats. A l'intérieur de l'armée une aile plus intransigeante, plus nationaliste se constitue : il est conduit par le jeune secrétaire d'Etat à l'Information, le capitaine Thomas Sankara. Sankara, autodidacte, d'une exceptionnelle intelligence et doué d'une *personnalité charismatique* devient rapidement l'homme en qui les forces progressistes du pays, et notamment la jeunesse, se reconnaissent. Sankara pourtant n'est pas un caudillo. Il démissionne du gouvernement Saye Zerbo.

7 novembre 1982 : Saye Zerbo est renversé. Le nouveau président, un pâle médecin militaire du nom de Jean-Baptiste Ouedraogo, demande à Sankara de devenir son premier ministre. Sankara accepte : commence alors une politique de réformes institutionnelles, d'équité salariale, de redressement économique — et surtout de réorientation de la politique étrangère. Je l'ai dit : Sankara fait une profonde impression sur pratiquement tous les chefs d'Etat et chefs de gouvernement du tiers monde — et notamment sur Fidel Castro, Hailé Mengistu, Samora Machel — qui le rencontrent lors de la conférence des pays non alignés à la Nouvelle-Delhi. En avril, c'est la visite de Kadhafi à Ouagadougou. La France, tutrice traditionnelle de tous les régimes voltaïques, voit naître avec inquiétude l'émancipation du pays. Guy Penne passe à la mi-mai à Ouagadougou. Le 17 mai, Ouedraogo fait arrêter Sankara. Mais déjà, pour des millions de citoyens, consciemment ou confusément, le jeune Thomas Sankara — 35 ans à l'époque — est devenu l'incarnation de la dignité et de la fierté nationales. Les manifestations se succèdent dans les principales villes. A Pô, proche de la frontière ghanéenne, les commandos, troupe d'élite du pays, sous le commandement de Blaise Campaore, ami de Sankara (qui est lui-même issu des commandos), se barricadent. Un autre camp militaire, celui commandé par Henri Zongo, refuse d'obéir à Ouedraogo. Rapidement le régime Ouedraogo perd le contrôle de la situation. Mais les Burkinabés sont des gens pacifiques. Leurs révoltes, revendications, grèves, coups d'Etat ne provoquent que rarement l'effusion du sang. La haine meurtrière n'est pas leur genre. On négocie donc. Dans la confusion. Seul Sankara sait vraiment où il va : dans la nuit du 4 août 1983 ses amis, venus de Pô ou sortis de la clandestinité des villes, occupent les principaux bâtiments de la capitale et proclament la constitution du *Conseil national de la révolution* (CNR).

Qui détient le pouvoir au Burkina ? Il existe des cercles concentriques. Au centre du dispositif il y a quatre hommes : Thomas Sankara, chef de l'Etat ; Blaise Campaore, son ami intime, commandant des parachutistes de Pô, ministre délégué à la Présidence ; Henri Zongo,

ministre de la Promotion économique, gestionnaire compétent ; Jean-Baptiste Lingani, commandant en chef de l'armée, ministre de la Défense. Des quatre, Lingani est le plus vieux : il a 42 ans. Autour de ce noyau intime, il y a le Conseil national de la révolution. Combien de membres ? Secret d'Etat. Les conjurés du 4 août s'y retrouvent, plus les principaux leaders militaires et des partis de gauche. Au-delà de ce Conseil, il y a le gouvernement, composé en grande majorité de civils ; puis les Comités de la défense de la révolution, au statut peu clair, qui réunissent les militants des quartiers urbains, des entreprises et des centres campagnards et qui s'adonnent aux tâches de formation politique, aux activités d'utilité publique, mais aussi aux pratiques d'autodéfense militaire. Il existe une *structure parallèle* : ce sont les conseillers officiels ou officieux du président. Sankara, grâce à son exceptionnel rayonnement, a su gagner la confiance et l'amitié de nombre d'hommes remarquables et de femmes à l'extérieur et à l'intérieur du pays<sup>1</sup>.

\*  
\*\*

Quelle est la base du pouvoir de Sankara ? D'abord, bien sûr, cette armée de 6 000 hommes, épurée depuis août 1983 et en voie de « conscientisation » politique. Ensuite, Sankara s'appuie sur les *forces de gauche*. En 1984 j'ai été invité à prononcer quatre conférences suivies de débats sur mon livre « *Contre l'ordre du monde, les rebelles (Mouvements armés de libération nationale du tiers monde)* »<sup>1</sup> à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. A chaque fois, les débats ont été d'une richesse et d'une passion rarement rencontrées en Europe. Mais ces débats révélaient aussi les byzantines querelles de la gauche, les divisions de cette intelligentsia burkinabé subtile, les oppositions nées d'une pratique politique étonnamment démocratique. Comparée à la gauche burkinabé, la gauche parisienne — avec ses groupuscules, ses sectes et ses chapelles — est un modèle de transparence. Au Burkina, il y a la LIPAD (une extrême gauche forte, proche du trotskisme), le PCR (Parti

1. Un de ses conseillers les plus lucides est Kabue Buana, originaire du Zaïre.

communiste révolutionnaire voltaïque, de tendance albanaise), l'ULC (Union des ligues communistes, dissidence du PCR), le FPV — tendance Tiendrébéogo (dissidence du Front progressiste voltaïque de Joseph Ki Zerbo qui, lui est en rupture avec l'actuel pouvoir)<sup>1</sup>. Mais la vraie — certains disent l'unique — base du pouvoir de Thomas Sankara est son immense popularité personnelle, le crédit presque désespéré que lui font les plus humbles, la force mobilisatrice de sa parole, son honnêteté.

Lénine : « La révolution est un processus. » Ce mot est particulièrement vrai pour le Burkina. Processus tumultueux, contradictoire, infiniment complexe. *Deux contradictions émergent* plus nettement : celle qui oppose le nouveau pouvoir — *pouvoir charismatique* au sens où Max Weber utilise ce terme — aux très vieilles et solides structures des différentes sociétés traditionnelles, et notamment de la société mossi ; celle, plus masquée, plus difficile à cerner, qui dresse périodiquement certaines fractions de la gauche urbaine intellectuelle ou syndicale contre le groupe militaire dominant du Conseil national de la révolution.

Les Comités de défense de la révolution (CDR) constituent — dans l'intentionnalité de Sankara — l'instrument privilégié pour tenter de résoudre cette double contradiction. Je le dis comme je le pense : *les CDR sont un instrument peu fiable, fragile, incertain*. Je ne critique pas le choix stratégique de Sankara : dès 1983 il n'avait probablement pas d'autre choix que d'affronter les pouvoirs traditionnels ; pas d'autre choix non plus, évidemment, que de résister aux tentatives d'hégémonie de tel ou tel parti de gauche, de telle ou telle organisation syndicale. Mais l'arme qu'il a forgée pour servir sa stratégie me paraît — je le répète — une arme partiellement inopérante. Les CDR sont composés surtout de jeunes gens et de jeunes filles liés à Sankara par des liens d'enthousiasme, d'adhésion spontanée. Ils affrontent le pouvoir féodal des sociétés traditionnelles, particulièrement de la société mossi. Sankara : « Le Moro-Naba (l'empereur) des Mossi est un citoyen comme

1. *Contre l'ordre du monde, les rebelles*, (Mouvements armés de libération nationale du tiers monde), Editions du Seuil, 1983, coll. Points, 1985.

les autres. » Joignant le geste à la parole, Sankara, dès 1983, prouve ses dires en coupant l'électricité au palais du Moro-Naba... Trop de factures impayées, trop d'arrogance dans le refus de se soumettre aux lois du pays !

*Mais comment contrôler les CDR ?* Les exactions des CDR sont nombreuses, leur organisation est fragile, l'encadrement rudimentaire, la formation idéologique souvent inexistante. Et puis : dans les villages où règnent les « Maîtres de la terre » (autre institution centrale du pouvoir mossi), ce sont les anciens qui commandent... et brusquement ils se trouvent sous la domination discrétionnaire de jeunes gens ! Un Européen ne mesure qu'avec difficulté le bouleversement que ce rapport nouveau entre les classes d'âges provoque dans une société africaine traditionnelle.

Je me souviens d'un après-midi brûlant de soleil, durant la saison sèche de 1984, dans le sud du pays : le plateau mossi, sec, sans herbes, constellé de cases isolées, où habitent les clans (les Mossi ne connaissent pas de villages) s'étend à perte de vue. La terre est grise. Aucune récolte n'a eu lieu cette année-là. Notre voiture roule vers le sud, sur la route qui, de *Ouagadougou*, part vers *Bobo-Dioulasso* et la frontière avec la Côte-d'Ivoire. A *Boromo*, ville marchande située à la limite du pays mossi et du pays malenké, un immense attroupement bloque notre voiture. C'est une manifestation populaire des Comités de la défense de la révolution locaux. Au milieu d'un cercle de spectateurs, une troupe de danse d'une centaine de jeunes filles et garçons chante la révolution et exécute des pas de danse endiablés. Ils portent dans leurs bras tendus la houe mossi pour bien marquer qu'ils chantent la gloire des paysans. Devant le micro : un animateur en blue-jean délavé. Autour de lui, assis sur des fauteuils amenés du restaurant tout proche, les officiers au béret rouge, le haut-commissaire, les responsables des CDR. Lorsque la danse s'arrête, la voix de l'animateur se lève, passionnée, au débit haché et en français :

« A bas l'impérialisme ! »

La foule : « L'impérialisme à bas ! »

L'animateur : « A bas...

le néo-colonialisme !

les fantoches !

les bourgeois !

les valets locaux !

A bas...

Honneur au peuple !

Gloire au peuple !

Tout le pouvoir au peuple !

.....

La patrie ou la mort —

nous vaincrons ! »

Paroles incantatoires qui sentent bon leur héritage missionnaire. Pourtant l'atmosphère est bon enfant. Les Burkinabé ne sont pas portés sur le dogmatisme ! L'humour affleure partout. Parfois, l'animateur se trompe dans sa litanie. Il dit : « A bas le peuple ! » Tout le monde éclate de rire, y compris les responsables — très jeunes pour la plupart. Après chaque applaudissement, l'animateur — telle une star du music-hall (gauchiste) — s'exclame : « Merci, camarades ! »

A quelque distance de la foule bruyante, *les vieux dignitaires musulmans* — grands gaillards secs et élancés, aux visages graves — suivent attentivement les cérémonies révolutionnaires. Ils échangent à voix basse leurs commentaires, appuyés dignement sur leur interminable bâton de pasteur. Plus loin encore, tout autour de la place, les femmes sont accroupies devant leurs légumes, leurs piments, leurs fruits, offerts aux acheteurs sur de belles nattes dressées à même le sol. Ces marchandes sont parfaitement indifférentes au rituel enflammé qui se célèbre sur la place ! Elles sont même carrément fâchées de ce qu'elles considèrent comme une perturbation du marché. Dans le restaurant ombragé au bord de la grande route, une noce est installée : tout le monde y est convié, même nous, les passants d'un jour. *La merveilleuse hospitalité burkinabé* ne change pas avec les régimes. Les hommes, les femmes, les enfants — les Bobos, les Djoulas, les Peuls, les Senouffo, les Lobis, les Dafing — tout ce peuple bigarré et sympathique où, dans une même chaleur humaine et communicative, se mêlent les races, les religions, les âges,

les métiers, va et vient entre la place poussiéreuse du marché et les vastes jardins du restaurant.

La cérémonie de Boromo résume parfaitement toutes les contradictions, toute la fragilité, mais aussi toutes les espérances du présent régime burkinabé : la révolution du 4 août 1983 jouit de l'adhésion enflammée de la jeunesse. Elle rencontre la distance sceptique des vieux dignitaires de toutes les multiples et très riches sociétés traditionnelles du pays. La masse paysanne, elle, reste en attente : elle aime Sankara, le jeune héros sorti de ses rangs, mais elle attend pour voir, gardant, face aux initiatives, aux promesses, une prudence instruite par l'expérience des siècles. Ce qui frappe dans cette cérémonie, comme dans toute l'expérience politique burkinabé qui, à un rythme époustouflant, progresse depuis maintenant trois ans, c'est la gaieté, la soif de vie, la chaleur humaine, mais aussi la fragilité.

## RÉFORMES ET FAMINE

Depuis 1983 et jusqu'à aujourd'hui, le nouveau pouvoir affronte un ennemi terrible : la faim, la malnutrition, l'insuffisance alimentaire. Sans victoire sur cet ennemi, il n'y aura ni souveraineté nationale, ni indépendance économique, ni paix intérieure, ni développement auto-centré. La lutte contre la famine et celle pour la réforme de la société burkinabé sont ainsi intimement liées. Examinons-les l'une après l'autre.

Sur son chemin vers la réelle indépendance nationale, l'autosuffisance alimentaire, le développement autocentré et l'édification d'une société de justice et d'équité, la jeune révolution burkinabé rencontre des obstacles formidables.

Le régime n'a que trois ans d'existence. Pourtant, plusieurs réformes sociales, économiques profondes sont déjà réalisées ou sont en voie de réalisation.

La première : Jean Capron, sociologue français et un des meilleurs connaisseurs du pays — il y a enseigné pendant vingt-deux ans — dit : « En Afrique, la seule vraie classe dominante, c'est la ville !<sup>1</sup> » Un des tests les plus difficiles de la nouvelle politique va être la redistribution des ressources budgétaires, la promotion des campagnes et la restriction des dépenses attribuées aux villes.

Sankara a redessiné la carte administrative du pays : il veut la faire coïncider — chose tout à fait nouvelle en Afrique ! — avec les limites des différents territoires ethniques afin de donner à chaque province le maximum de cohésion sociale, d'identité culturelle et de permettre à chaque ethnie une liberté et des possibilités d'expression réelles. Vingt-cinq provinces ont été créées. Chacune comporte plusieurs départements (variant de 4 à 9 selon l'importance de la province). Le haut-commissaire et son Conseil — qui dirigent la province — et les préfets,

1. L'Université de Ouagadougou, laboratoire de la tradition orale, édite sous la direction de Jean Capron une excellente revue, rendant régulièrement compte de ses recherches.

responsables des départements, seront élus par les habitants des territoires respectifs.<sup>1</sup>

obs. La seconde : la lutte contre la corruption et la bureaucratie. Le Conseil national de la révolution a épluché, chapitre après chapitre, le budget 1985. Il l'a réduit de plus de 15 %, éliminant systématiquement toutes les dépenses somptuaires (voitures de fonction... jusqu'aux bombes antimoustiques !). Il a « délogé » — c'est-à-dire chassé — nombre de fonctionnaires corrompus. Des tribunaux révolutionnaires populaires fonctionnent : appellation martiale d'une institution au fond bien modeste ! Ces tribunaux — en fait des assemblées de quartier — ne peuvent pas prononcer de peines lourdes (travaux forcés ou même peine de mort). Ils décident simplement de la confiscation des biens mal acquis et de leur attribution à telle ou telle administration provinciale. La *corruption* est un mal endémique dans toute l'Afrique occidentale. Elle ravage les administrations nationales comme les bureaucraties régionales ou internationales. Aspects particulièrement scandaleux de ce pillage : c'est dans les pays les plus pauvres, où les paysans triment le plus durement, que des fonctionnaires, ministres, spéculateurs volent régulièrement la caisse. Les chefs d'Etat avaient jusqu'ici coutume de couvrir ces scandales qui se succèdent à un rythme rapide depuis les indépendances formelles des années 1960. *Sankara fait exception* : le 3 avril 1986, le Tribunal révolutionnaire populaire de Ouagadougou a condamné à une peine de 15 ans d'emprisonnement et au remboursement du préjudice Mohamed Diawara, ancien ministre de la Côte-d'Ivoire, Moussa Diakité, ex-directeur du fonds de solidarité, et Moussa N'Gom, ancien secrétaire général de la CEAO (Communauté économique pour l'Afrique occidentale). Ces trois philanthropes avaient volé la modique somme de 6,5 milliards de CFA dans les caisses de l'organisation pour les placer sur des comptes privés en Suisse.<sup>2</sup>

Autre réforme fondamentale : organisée par Abdou

1. Actuellement les hauts-commissaires sont désignés par le CNR.

2. La CEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest) a son quartier général à Ouagadougou ; c'est pourquoi les dirigeants corrompus de la CEAO étaient jugés au Burkina.

Salim Kalore, ministre de la santé, l'opération « vaccination-commando ». En une dizaine de jours tous les enfants du Burkina (comme ceux des régions frontalières) ont été vaccinés contre les principales maladies.

Mais des ratages ont aussi eu lieu. Exemple : la malheureuse réforme immobilière. En 1985 Sankara par proclamation abolit les loyers pour la durée d'une année. D'où désorganisation et gabegie sur le marché immobilier. Autre exemple : la tentative de confier aux CDR la commercialisation de certains produits de base (riz, huile, etc.) dans les quartiers et les villages. Cela au détriment des petits commerçants. Très rapidement Sankara fait sur ce point marche arrière.

\*  
\*\*

Un problème permanent, délicat, rarement discuté ouvertement est celui de la sécurité. Il se pose avec insistance dans tous les régimes révolutionnaires. Le Burkina ne fait pas exception à la règle. Au fur et à mesure que progresse la transformation qualitative de la société, que changent les rapports entre classes sociales antagonistes, que s'établissent une indépendance et une souveraineté nationales réelles, les ennemis de Sankara et de ses compagnons recourent à des moyens de résistance de plus en plus violents : les bombes éclatent à Ouagadougou, des sabotages de toute sorte ont lieu dans le pays, des rumeurs se répandent. La vie de Sankara, de sa famille, des principaux dirigeants du CNR est constamment menacée. En décembre 1985 l'attaque lancée par les bombardiers, les blindés du Mali a pris le Burkina totalement au dépourvu. Les services de contre-espionnage et de police sont au Burkina rudimentaires. Malgré la coopération cubaine, la protection des dirigeants est insuffisante. En 1984 le régime pour la première fois a riposté : sept Africains convaincus de terrorisme urbain ont été fusillés.

A cause de l'incroyable incompetence et de la corruption des gouvernements successivement mis en place, surveillés, contrôlés par l'ancienne métropole, le Burkina est aujourd'hui couvert de plaies. Sa situation économique, sociale est

catastrophique. Neuvième pays le plus pauvre de la terre (revenu annuel par tête d'habitant), le Burkina est presque totalement dépourvu d'industrie<sup>1</sup>. Les terres arables, à l'exception de celles du sud, sont, pour la plupart, arides, difficiles à cultiver et peu fertiles ; 25 % seulement des terres cultivables sont effectivement exploitées. Le rendement céréalier est de 540 kg par hectare alors qu'il est de 4 883 kg/ha en France ! Le taux de natalité dépasse 4,8 % par an (comparé au 1,4 % de la France). En 1984 encore, 20 % seulement des enfants en âge d'aller à l'école sont scolarisés. Il existe plus de 7 000 villages au Burkina mais seulement 1 300 écoles. En 1985, il manque, tous degrés confondus, 18 000 instituteurs et professeurs. Pour la seule classe de sixième, 3 300 places sont disponibles alors que, en 1985, 22 000 enfants devaient théoriquement passer en sixième. Le bilan du commerce extérieur est en permanence déficitaire. Le sucre produit dans la plaine, à l'ouest de Bobo-Dioulasso, revient 18 fois plus cher que le sucre importé. Le Burkina est affligé, comme pratiquement tous les pays de la région, d'un *fonctionnariat pléthorique, souvent parasitaire* ; 28 000 fonctionnaires absorbent plus de 70 % du budget de l'Etat. Dès le mois d'octobre de chaque année, les caisses de l'Etat sont vides. Le gouvernement doit faire le pont, mendier une aumône auprès d'une puissance étrangère. Jusqu'en 1983, cette puissance était la France. En 1984, c'est l'Algérie<sup>2</sup>.

\*  
\*\*

La sécheresse a été catastrophique pendant les années 1982, 1983, 1984. La situation est en voie d'amélioration en 1986. *Mais les dysfonctions de l'économie restent profondes, dangereuses.* Pour saisir le drame des années de sécheresse, je reproduis ici mes notes prises au cours d'un voyage dans

1. Dans les statistiques de la Banque mondiale pour 1984, le Burkina-Faso est en 124<sup>e</sup> position, sur 170 pays, par rapport au PNB, en 161<sup>e</sup> si l'on considère le revenu par tête d'habitant.

2. Sur le problème du déficit du budget de fonctionnement cf. Youri N. Popov, *Imperialism and the developing countries*, Editions Progrès, Moscou, 1985.

le nord du pays, en 1984. Sous l'immense tamarinier, un arbre centenaire couvert de lianes sèches, au bord des eaux saumâtres du Beli, *Frebi Ag-Baï*, chef de la fraction de *Ti-n-Akof*, parle d'une voix à peine audible des malheurs de son peuple. Ses paysans n'ont rien récolté durant l'hivernage. Dans les campements, les dernières provisions s'épuisent, les bêtes sont à bout de soif.

On a peine à imaginer le rythme de travail d'un paysan sahélien : des semaines de quatre-vingts heures. Préparer la terre aride, sarcler, semer... hommes, femmes et enfants, dès l'âge de six ans sont debout à quatre heures du matin, courbés, fourbus, brisés à dix heures du soir, sept jours sur sept, année après année... Et pour quel résultat ? La moyenne des pluies en 1983 était de 20 millimètres au Sahel. Or il faudrait 400 millimètres pour récolter plus que quelques tiges calcinées.

Le chef touareg, drapé dans son vaste habit bleu, le visage masqué à demi par son cheich, porte, comme toute sa suite, l'épée au flanc. Il parle en tamajeck à un jeune Peul, assis à ses côtés. Le Peul traduit en mossi. Et notre interprète qui nous accompagne depuis Ouagadougou nous relate les paroles du Touareg en français. Le chef touareg parle depuis plus d'une heure déjà. Ses fils, ses petits-fils, ses serviteurs l'entourent, accroupis à distance respectueuse, l'épée posée à portée de bras, le dos tourné au fleuve. *Frebi Ag-Baï* règne sur une société complexe de 10 000 âmes qui, en temps normal, nomadise le long de cet affluent du Niger, dans une vaste région sahélienne qui va de Gorom-Gorom (Burkina) à Asongo (Mali) jusqu'à Tera (Niger). Des milliers de zébus — fierté des Touaregs ! — sont morts. D'autres ont été volés. D'autres encore sont partis avec leurs pasteurs bellahs — véritables serfs des seigneurs touaregs — vers le sud, vers la Côte-d'Ivoire, le Togo et le Nigeria. *Frebi Ag-Baï* est sans nouvelles des troupeaux qui, dès octobre déjà, avaient tenté d'atteindre les puits et les marchés du sud. Dans le ciel blanc, le soleil devient rouge, le soir approche. *Frebi Ag-Baï* nous fait amener un mouton. Ses cuisiniers l'égorge sous l'arbre, le dépècent, le grillent. *Ag-Baï* et sa suite s'éloignent. Le maigre mouton ne pouvant nourrir toute l'assistance. Ils refusent de manger avec nous. Belle leçon de dignité,

d'hospitalité intransigeante au cœur de ce Sahel burkinabé où tout un peuple va lentement vers sa mort.

Le Sahel, en ce début d'année 1984, est une steppe calcinée. Le ciel est blanc de chaleur. Un soleil pâle brûle la peau. Quelques herbes sèches, quelques arbres solitaires, secs, des mares réduites à la dimension d'un étang, des pistes défoncées, impraticables sur des kilomètres. Lorsque notre hélicoptère se pose à Dori, les hommes, les femmes, les enfants affluent. Ici, dans la capitale de la province du Sahel — 8 000 habitants —, à 275 km de Ouagadougou, les distributions de mil du gouvernement maintiennent un équilibre nourricier fragile. Peu d'hommes sous-alimentés. Mais, le lendemain, lorsque notre Toyota arrive à Markoï, je découvre les premières femmes squelettiques, portant sur leurs bras des enfants en agonie. Quelques kilomètres devant Salmossi, je vois une famille qui détruit une termitière : les enfants fouillent les décombres à la recherche des larves pour les manger. Au bord de la piste, des ossements de zébus. Plus loin, des troupeaux faméliques ; les os pointent sous la peau. Le bétail erre d'une marre asséchée à l'autre, d'un puits sec à l'autre. D'un pas traînant, des bergers peuls ferment les cortèges de la misère.

Sur les eaux saumâtres du Beli, les femmes « récoltent » des nénuphars, qu'elles découpent pour les bouillir. Cette soupe malodorante est le dernier recours pour des milliers de familles. Le Sahel burkinabé s'étend sur plus de 30 000 km<sup>2</sup>, au nord de la République. La région compte neuf départements et environ — encore que personne ne connaisse le chiffre exact — 200 000 habitants. Depuis octobre déjà, des milliers de familles traversent tous les mois les frontières septentrionales de la République, venant du Niger et du Mali, terres désolées où la situation semble encore plus catastrophique. Pas question de les refouler : les Touaregs, les Peuls, les Bellahs maliens, nigériens sont les parents des pasteurs burkinabé. Il faut donc les accueillir, tenter de les nourrir. A Dori, le haut-commissaire de la République, Mahma Bonkougou, est un ancien professeur de géographie du lycée Coulibaly de Bobo-Dioulasso. C'est le type même du responsable de région, tel qu'il fonctionne depuis l'avènement du régime révolution-

naire du 4 août 1983, jeune, dynamique, intellectuel d'origine mossi, compétent, déterminé. Il répond avec précision à nos questions : il faut pour les trois mois à venir 6 000 tonnes de mil pour le seul district de Dori. Or, il n'y a en ce mois de janvier que 500 tonnes au dépôt. Le haut-commissaire travaille en étroite collaboration avec les organisations paysannes de la région (notamment : *l'Union des villageois de l'Oudalou*). Ce sont ces organisations qui assurent dans les différents villages et centres commerciaux de la province la distribution des aliments.

Trois raisons principales expliquent la catastrophe actuelle. La première : dans la province, la dernière pluie est tombée le 17 août 1983. En juin, les paysans ont semé normalement. Mais les pluies de septembre ne sont pas venues. Le mil a donc séché avant terme. Aucune récolte n'a eu lieu. Les familles sont sans réserves ni semences.

La deuxième raison : les prix du bétail se sont effondrés en décembre. Depuis août, 400 000 têtes de bétail sont déjà parties vers le sud. Mais les dizaines de milliers qui affluent aujourd'hui vers les divers marchés de la région ne trouvent plus preneur. Bien que les prix — 25 000 francs CFA pour une vache sur le marché de Gorom-Gorom, par exemple — soient extrêmement avantageux pour les acheteurs. On estime à 200 000 les bêtes qui cherchent preneur. En vain. La Côte-d'Ivoire a fermé ses frontières. Le Nigeria n'achète plus. Pour la traversée du Niger et du Mali, d'exorbitants droits de douane sont exigés pour chaque vache.

La troisième raison : ce sont le lieutenant Joseph Toë, commandant de la gendarmerie de la région, et le capitaine Moumouni Compaore, commandant militaire, qui me l'expliquent : les pluies d'août ont creusé les pistes. Le transport par camions militaires des secours devient extrêmement difficile. Les camions à l'axe cassé, au pont effondré ne se comptent plus. Si Markoï, Salmossi, Gorom-Gorom et les quelques autres centres marchands du nord du pays sont encore accessibles par les pistes, les villages et les campements disséminés dans l'immense steppe, par contre, sont devenus pratiquement isolés du reste du monde.

\*\*

J'insiste : la famine endémique — pour l'instant — est vaincue. Les pluies de 1986 ont été bonnes. La steppe verdit. Mais le fléau peut frapper de nouveau. A n'importe quelle saison. Le pays, son économie délabrée, sont sans défenses suffisantes.

## DEUX AMIS DE SANKARA

Dans la vie et la pensée de Thomas Sankara, l'amitié joue un rôle capital : Sankara est un homme de parole, de discussion, d'interrogation permanentes. Deux hommes, depuis sa prise de pouvoir en 1983, ont exercé sur lui une influence particulière : *Jerry Rawlings*, du Ghâna, et *Mohamed Maïga*, du Mali. Avec Rawlings, les rencontres sont fréquentes encore aujourd'hui. Maïga, lui, est mort en pleine force de l'âge en 1984. Rawlings partage avec Sankara les soucis du chef d'Etat d'un pays exangue, pillé, humilié jusqu'aux os. Maïga est, était, l'ami intellectuel : l'homme avec qui Sankara, des nuits entières, pouvait échafauder des rêves.

\*  
\*\*

D'abord Jerry Rawlings : j'ai connu Rawlings au Nicaragua. Voici un souvenir. Il date de juillet 1984 : la nuit est calme et silencieuse à Managua. Peu de lumières dans la ville : l'électricité produite au pétrole est rare et coûteuse. Nous sommes réunis dans une villa d'un faubourg sous des arbres en fleurs. Les dégâts causés par le tremblement de terre de 1972 sont encore visibles dans cette partie de la ville. La villa, autrefois propriété de la famille Somoza, sert maintenant de siège au Ministère du plan et également, certaines nuits, de lieu de réunion aux commandants de la direction nationale du Front sandiniste et à leurs hôtes étrangers.

Gatesi Butersi, chef de l'Etat de Surinam, est là. Thomas Borge, Bayardo Arce, Omar Cabezzas et surtout, dépassant tout le monde d'une bonne tête, impressionnant dans sa vareuse défréchie, *le lieutenant d'aviation Jerry Rawlings, chef du Conseil national provisoire de défense du Ghâna*. Son uniforme de campagne est usé. Autour de lui, quelques-uns de ses ministres : celui des Finances, maigre et agile ; celui de la Justice, les cheveux argentés, le regard vif ; et, drapé dans une magnifique toge ashanti de couleur, l'ambassadeur ghânéen à Cuba...

Jerry Rawlings, fils d'un père écossais et d'une mère

ghânéenne, respire l'intelligence, la liberté. Il interroge à tour de rôle, d'une voix un peu traînante (en anglais) ceux qui sont assis à sa table. Il nous raconte l'aventure contemporaine du Ghāna.

La situation économique, sociale du pays, que Rawlings et ses amis ont héritée de leurs prédécesseurs en 1982, est précaire : la bourgeoisie marchande ghânéenne, habile à défendre ses propres intérêts, manipulée par des groupes financiers étrangers, a ruiné une économie qui, autrefois, assurait à tout le monde une vie décente. En 1983, une dévaluation de 990 % de la monnaie nationale était devenue inévitable. Cette monnaie avait perdu toute crédibilité, toute valeur internationale. Effondrement des prix du cacao : principal produit agricole d'exportation du Ghāna. Quant à l'or, autre richesse du Ghāna, des Ashanti Gold Fields et d'autres mines, il était exporté souvent par contrebande. La politique monétaire du président Reagan fit le reste.

On ne dira jamais assez la catastrophe que signifie pour les pays du tiers monde les plus pauvres la stratégie monétaire américaine. Elle revient en pratique à un assassinat silencieux de centaines de milliers de personnes, voire de millions. Voici son fonctionnement : à cause, notamment, du surarmement, le déficit budgétaire américain de 1984 était de plus de 200 milliards de dollars. Ce déficit et les dépenses qu'il implique aidaient l'économie américaine à redémarrer. Le déficit était financé, et il continue à l'être, par l'afflux de fonds étrangers, avant tout. Ces fonds affluent parce que Reagan instaure des taux de rémunération, des taux d'intérêts et donc une cotation internationale du dollar élevés. Or, que provoque ce coûteux dollar ? Des profits énormes pour les spéculateurs et les bourgeoisies du tiers monde qui évacuent leurs capitaux sur New York mais un déficit catastrophique du bilan de paiement des pays dépendants.

De ce mécanisme infernal, le Ghāna est un exemple presque parfait : la grande bourgeoisie marchande èwe, fâ, gâ, de la côte et aussi la bourgeoisie ashanti de Kumasi décapitalisent clandestinement l'économie (en qui, disent-elles superbement, elles ont « perdu confiance » !) et investissent dans des comptes en dollars ou en francs suisses

à l'étranger. Le gouvernement Rawlings, par contre, doit payer sa facture pétrolière en dollars. Or, pour une quantité de pétrole stable et incompressible, cette facture, par simple manipulation monétaire reaganienne, monte sans cesse. En 1984, elle absorbe plus de 400 millions de dollars, soit plus de la moitié de tous les revenus gagnés à l'exportation par le Ghāna<sup>1</sup>.

Que doit faire le gouvernement Rawlings ? Eh bien, ne pouvant le briser, il doit entrer dans ce cercle infernal. Il doit augmenter ses exportations. Il le fait en investissant aussi massivement que possible dans les mines, l'agriculture et les transports. Autre problème : aujourd'hui encore, ce pays agricole riche doit importer pour plus de 200 millions de dollars d'aliments (alors qu'il ne se situe pas dans la zone sahélienne et n'a donc pas à affronter les ravages de l'érosion, de la désertification que connaissent le Niger, le Mali, le Sénégal, le Burkina-Faso). Or, 17 % des terres arables seulement sont cultivées au Ghāna.

Autre spirale du cercle infernal : le Ghāna, comme tant d'autres pays dépendants l'ont fait avant lui, doit faire appel aux crédits de la Banque mondiale. Crédits partiellement accordés après sa soumission à un programme dit de redressement élaboré par le Fonds monétaire international. Programme classique : réduction des subventions à caractère social, blocage des salaires, liberté des prix (le FMI, dans son langage distingué, parle de « vérité » des prix)... Les conséquences pour le peuple ghânéen ? En 1984, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 750 %. 533,5 % d'augmentation pour le maïs, 353 % pour le riz, 253 % pour le sucre, etc. Et les salaires ? Ils n'ont augmenté que de 444 % (période avril 1983-avril 1984). Usines fermées qui rouillent sous les pluies tropicales, magasins aux étalages vides, angoisse des familles, frustration... La principale centrale syndicale, le Trade Union Congress (TUC), demande pour 1984 une augmentation moyenne des salaires de 1200 %. Rawlings, en privé, admet que les calculs des économistes du TUC sont fondés.

Dans la nuit de Managua, je ressens d'un seul coup l'absurdité du présent ordre du monde. L'impérialisme

1. Cette argumentation analyse les données de 1984/1985 — années où les prix du pétrole étaient relativement stables et la quotation du dollar élevée.

premier fixe sa stratégie économique. Il le fait en fonction des besoins propres de son économie, des buts électoraux de son président. Au niveau de l'égoïsme national, rien à dire. Pour Reagan, les choix évoqués sont certainement payants. Si le monde n'était composé que d'Américains, ils seraient même parfaitement légitimes. Pendant ce temps, les pays pauvres, ici le Ghāna, crèvent doucement. Qu'à cela ne tienne ! On leur offre les crédits de la Banque mondiale, accroissant ainsi leur dépendance. Pour que ces crédits remplissent réellement leurs buts, c'est-à-dire fortifient en Afrique, en Amérique latine, en Asie, l'ordre impérialiste, on parachute à Accra (à Santiago, à Djakarta, etc.) les efficaces experts du FMI : ceux-ci imposent aux dirigeants locaux — consentants ou non — l'ordre du monde.

\*  
\*\*

*Voici maintenant le souvenir que je garde de Mohamed Maïga.*

Dans tout processus insurrectionnel, il existe un étrange et fascinant rapport dialectique entre les hommes d'action et les commentateurs, entre les acteurs premiers du drame et leurs critiques. En 1957, *Hubert Mathews* du « *New York Times* » rencontra Fidel Castro et ses compagnons dans la Sierra Maestra. Ses articles infléchirent le cours de la révolution cubaine. *John Reed*, journaliste américain, vécut dix jours décisifs, dans l'intimité de Lénine... et en parla. Les articles de Mohamed Maïga dans « *Afrique-Asie* » influencèrent profondément les événements du Burkina et cela dès le 17 mai 1983, dès l'arrestation du premier ministre Sankara par un pouvoir néo-colonial faible, poussé dans sa condamnable voie par une politique « africaine » française inconsciente.

Décembre 1983 : j'arrive à Ouagadougou peu avant Noël. Sur les marches de l'escalier de l'Hôtel Slimande, dans la lumière ocre de l'après-midi, un jeune homme m'interpelle : c'est Mohamed Maïga. Il part à l'instant pour le Ghāna. Il reviendra dans quelques jours, ayant entre-temps fait un arrêt à Abidjan. Maïga éclate de joie, de vie, de santé, d'énergie. Il rit : « Ils vont me faire crever,

qu'est-ce que je travaille ! » Je sentis que ce travail-là — le travail de comprendre le monde, de contribuer par la connaissance à son changement — le passionnait au-delà de toute parole.

Quelques jours plus tard, je suis au nord du pays, dans la province de Dori. La steppe est grise, sèche, dure comme la pierre. Quelques brins d'herbe jaunes, des arbustes épineux. Le matin est clair, transparent. Je sors du campement de Gorom-Gorom. Les habitants courent vers un plateau rocheux, juste devant le campement : dans le ciel, le bruit d'un hélicoptère. L'hélicoptère se pose. Mohamed Maïga en sort, accompagné d'un autre homme : Kabué Buana, du Kasai, conseiller du président Sankara. A Ti-n-Akof, à Gorom-Gorom, à Markoi, je découvre un autre Mohamed Maïga : le Maïga malien de 35 ans, attaché à cette terre sahéenne par toutes les fibres de son être. Son père, fonctionnaire à Gao, s'était, au début des années 1960, heurté aux autorités. Homme fier, il rejoint avec toute sa famille le clan de sa femme. Ce clan a du bétail. Le petit Mohamed, avec son frère Alfa, ses sœurs, ses parents, nomadise dès lors pendant plusieurs années dans ces vastes steppes de la boucle du Niger. Et c'est là, à Gorom-Gorom, que je compris la force de l'intelligence, le don d'intuition, la faculté d'analyse de Maïga : il pensait constamment avec son âme. Il aimait, connaissait, puisqu'il était né de leur sang, ces communautés migratrices du Sahel, leur formidable ténacité, leur espérance brûlante, leur sagesse profonde.

Autre lieu, autre nuit : dans le bureau du président Thomas Sankara, dans une modeste villa de l'enclos dit de l'« Entente », les heures tournent. Nous discutons — Sankara, Maïga et moi — depuis huit heures du soir. Discussion que je n'oublierai jamais. Sankara interroge, expose avec une conviction, une sincérité et surtout une lucide simplicité qui sont communes à peu d'hommes d'Etat. J'ai rencontré ces qualités — au cours de ces dernières années — chez Thomas Borge, Fidel Castro, Ratsiraka, Samora Machel. L'heure avance. Il est deux heures du matin : Maïga analyse, explique, insiste. Entre le président et lui, entre le jeune capitaine et le journaliste, je sens une complicité dramatique : le journaliste veut que le

président réussisse, survive, gagne son téméraire pari de créer ici, au cœur de l'Afrique, une société démocratique, plus juste, libre. Maïga est Africain, de cette génération qui a trop espéré, qui a été flouée dix fois, qui enrage et qui est humiliée par les vieux bourgeois compradores qui gouvernent tant de pays de la région. Maïga, avec une intransigeante détermination, exige en termes à peine voilés cette victoire. Sankara, de son côté, sollicite constamment l'avis de Maïga. Il le tutoie avec affection. Il est comme son frère.

Les tribunaux révolutionnaires commenceront à fonctionner le 3 janvier. Sankara craint les dérapages. Il ne veut ni haine ni vengeance, tout juste la fin de la corruption. Sankara est formidablement intelligent : il sait que le danger le plus immédiat est la diffamation de son expérience par la presse occidentale. « Tu dois rester ici », dit-il à Maïga. Maïga : « Je ne peux pas, je dois rentrer. » Résultat : à trois heures du matin, Sankara appelle Paris, réveille Simon Malley, directeur d'Afrique-Asie à son domicile. Maïga reste.

Quelques heures après, dans la même nuit, Arba Diallo, à l'époque ministre des Affaires étrangères appelle de New York. Je profite de ce que le capitaine soit au téléphone pour entraîner Maïga à l'extérieur, pour faire quelques pas dans la nuit. Je le sens heureux. Il se tourne vers moi : « N'est-ce pas que ces gens sont formidables ? » Il aimait Sankara, Compaoré, Zongo, Lingani. Il était Africain, homme du tiers monde et il était fier d'eux.

Le premier jour de l'an, sur la terrasse de l'hôtel, à huit heures du matin : je suis assis avec Buana et Maïga. Nous discutons du message de solidarité que Sankara doit envoyer tout à l'heure à La Havane à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'entrée de Fidel Castro dans la capitale libérée. Je suis pour une version « dure » qui attaque sans nuances la politique centre-américaine et africaine de l'administration Reagan. Maïga est plus prudent : il voit les inutiles difficultés que des mots trop tranchés créeraient au jeune régime burkinabé. Il argumente, discute. A dix heures, il part à la villa de l'enclos de l'« Entente ». A midi, il doit manger chez ses cousins, en

ville. A deux heures, Sankara m'appelle : Maïga est mort, tombé face contre terre dans le corridor de l'appartement. Le docteur Pie Masumbuko, un ami sûr, directeur de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique occidentale, est appelé : Pie Masumbuko fait du bouche-à-bouche pendant plus de vingt minutes. Mais il n'y a plus rien à faire.

Le jour tombe. De partout, les hommes, les femmes convergent silencieusement vers le camp militaire, à la sortie de la ville, sur la route de Bobo-Dioulasso. Devant un petit bâtiment en ciment — la morgue —, les soldats ont disposé des bancs. Il fait frais. Un feu brûle devant la morgue. Le ciel scintille de milliards d'étoiles. La foule, immense, s'étendant dans la nuit comme une mer immobile, reste silencieuse. Alfa, le jeune frère de Mohamed, est là (la femme de Mohamed et l'aîné de ses deux enfants arriveront le lendemain). La famille est là, les amis, les camarades... et, derrière eux, tout un peuple. L'ami de Sankara était leur ami.

## L'ESPÉRANCE

Le processus révolutionnaire burkinabé est un processus si complexe qu'il est pratiquement impossible de le résumer en quelques pages. Beaucoup d'incertitudes subsistent : l'avenir des CDR, par exemple, ou encore d'adhésion graduelle, active, que donneront ou ne donneront pas les masses paysannes au processus. L'administration héritée du passé reste pléthorique. Le bilan commercial est constamment déficitaire, 20 % seulement des importations étant couvertes par les exportations. Une chose cependant est certaine : la prise du pouvoir par Thomas Sankara et ses amis a fait naître dans toutes les couches de la population une immense espérance, avouée ou non. Les projets exposés dans le discours du 2 octobre 1983<sup>1</sup> — sorte de charte fondatrice de la révolution — et visant à l'instauration d'une société de justice sociale, à l'unité nationale transethnique, à l'autosuffisance alimentaire, à l'indépendance étatique réelle et à une politique extérieure anti-impérialiste de solidarité avec les peuples en lutte — recueillent l'adhésion de la grande majorité. J'ai vu les jeunes officiers nationalistes à l'œuvre. Leur force de rayonnement sur les jeunesses des pays alentour inquiète les gouvernants voisins. Les régimes conservateurs d'Afrique occidentale tentent d'isoler le Burkina. Dans les organismes internationaux — si importants pour la solution du problème alimentaire — le Burkina rencontre l'hostilité des Etats-Unis et la méfiance de la France. Or, il est évident que les hommes de liberté du monde entier ont tout intérêt à ce que l'expérience burkinabé réussisse : elle est pluraliste, démocratique et nationaliste. Et, surtout, elle est conduite par une équipe dirigeante qui — avec honnêteté et une immense bonne volonté — consacre toutes ses forces à sortir un peuple — longtemps humilié — du chômage, de la misère, de la famine endémiques.

1. Cf annexe.

Je retrouve chez Sankara et ses compagnons une qualité humaine que j'aime au-dessus de toutes les autres : *la liberté de l'esprit, la farouche volonté d'indépendance, de vérité.*

En pleine famine (1983) un avion rempli de viande est parti de Ouagadougou pour l'Angola. Sankara : « Nous avons faim, mais nos camarades d'Angola vivent pire... Ils sont envahis par les racistes sud-africains. »

Octobre 1983 : dans sa première grande déclaration de politique étrangère le gouvernement Sankara prend position pour le Nicaragua, pour la lutte de libération du Front Farabundo Marti au Salvador. Trois jours passent. Puis l'ambassadeur Walker, envoyé spécial et représentant permanent du président Reagan à Ouagadougou, demande audience. Debout devant le bureau de Sankara, il lit une note diplomatique : « Le Burkina ne connaît rien à la situation en Amérique centrale. Il est trop loin. Mais si son gouvernement continuait à se mêler des affaires d'Amérique centrale, le gouvernement des Etats-Unis reverrait tous ses accords de coopération et programmes d'assistance avec ce pays. » Chantage pur et simple. Exercé par la première puissance militaire, politique, économique sur le neuvième pays le plus pauvre de la planète. Sankara écoute, se lève. Il dit : « J'ai compris. Je vous remercie. » Il ouvre la porte. Walker part.

Par un curieux hasard du calendrier diplomatique, le Burkina devait trois mois plus tard (le 1<sup>er</sup> janvier 1984) devenir membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il occupait ce poste conformément au règlement pendant six mois. Pendant six mois le Burkina a constamment voté avec le Nicaragua et contre les Etats-Unis.

Indépendance têtue, farouche. Peu « réaliste » pour un petit pays ? Certes ! Et pourtant admirable. D'un même élan Sankara, publiquement, condamne ce qu'il appelle l'aide « scandaleusement insuffisante » que l'URSS apporte aux pays sahéliens.

Ismaél Kadaré décrit l'épopée de libération des Iriliens contre la Porte ottomane au xv<sup>e</sup> siècle, sur les côtes de l'Adriatique. De Skanderberg et de ses compagnons, il dit : « Ils supportent si mal la moindre domination que, tels des

tigres, ils s'en prennent aux nuages qui passent au-dessus de leurs têtes, et bondissent pour les déchirer. »<sup>1</sup>

Thomas Sankara et ses camarades sont de ces hommes-là.

49

## Seconde partie

### Entretiens avec Thomas Sankara par Jean-Philippe Rapp

1. Ismaél Kadaré, *Les tambours de la pluie*, Editions Gallimard, coll. Folio, 1980.

## SOUVENIRS DE JEUNESSE

*Devenir chef d'Etat, est-ce une décision que l'on prend dans des circonstances précises ?*

Il y a des événements, des occasions qui constituent une rencontre, un rendez-vous avec le peuple. Il faut les rechercher très loin dans le passé, dans le « back-ground » de chacun. On ne décide pas de devenir un chef d'Etat, on décide d'en finir avec telle ou telle forme de brimade, de vexation, tel type d'exploitation, de domination. C'est tout.

Un peu à l'image de celui qui a souffert d'une maladie sérieuse, le paludisme, par exemple, et qui décide de vouer toutes ses énergies à la recherche d'un vaccin, quitte à ce que, chemin faisant, il devienne l'éminent scientifique responsable d'un laboratoire ou le chef d'une équipe médicale de pointe.

Moi, je suis, en tout cas, parti avec une conviction très claire au départ. On ne combat bien que ce que l'on connaît bien et un combat ne se réussit que si l'on est convaincu de sa justesse. Il n'est pas possible de mener une lutte afin de s'en servir comme prétexte, comme levier de pouvoir, car, en général, il s'agit d'un vernis de maquillage qui craquèle très vite. On ne s'engage pas à lutter aux côtés des masses populaires pour devenir chef d'Etat. On lutte, puis la nécessité de s'organiser fait qu'il faut quelqu'un à un poste donné.

*Mais pourquoi vous ?*

Il faut se convaincre qu'on peut se battre, qu'on est assez courageux pour le faire pour soi, mais surtout qu'on a suffisamment d'inclination à le faire pour les autres. Vous trouverez des hommes déterminés à engager la lutte et qui savent comment s'y prendre. Mais ils ne le font que pour eux-mêmes et ne vont pas très loin.

*Est-ce selon vous une question d'origine ?*

Oui. Vous avez des dirigeants qui ont eu des origines naturellement ou artificiellement créées. (Elles sont artificielles lorsque leur création est le résultat d'un cloisonne-

ment érigé autour d'eux.) De toute manière ces gens sont coupés des masses populaires. Ils peuvent avoir une certaine générosité, mais elle ne fait pas d'eux des révolutionnaires. Vous rencontrez, à différents échelons, des responsables qui sont malheureux parce qu'on ne les comprend pas, même lorsqu'ils font preuve de dévouement. Pourtant leurs sacrifices sont sincères, mais leur démarche n'est, en effet, pas comprise.

Un peu comme certains coopérants venus d'Europe, qui vivent des expériences comparables. Ils sont également très sincères, mais leur méconnaissance de l'Afrique les conduit à commettre des erreurs, des gaffes parfois insignifiantes qui seront pourtant déterminantes pour la suite. Ainsi, à la fin d'un séjour de quelques années, ils rentrent chez eux complètement dégoûtés de l'Afrique. Et pourtant la noblesse de cœur ne leur faisait pas défaut, mais ils avaient une disponibilité mentale de condescendance. Ils étaient des donateurs de leçons.

*Pour vous, il faut avoir vécu les réalités ?*

D'autres dirigeants ont, en effet, eu la chance de baigner au milieu du peuple. C'est là qu'ils puisent les ressources nécessaires. Ils savent qu'en prenant telle décision, ils résoudreont tel problème et que cette solution rendra service à des milliers, voire des millions de gens. Ils connaissent parfaitement la question sans l'avoir étudiée dans une faculté de sociologie. Cela modifie la perception.

*Mais à partir de quelles expériences personnelles et concrètes avez-vous découvert ces réalités vous-même ?*

Il y en a plusieurs. Je me souviens, par exemple, d'un homme que j'ai bien connu. Nous étions en pleine période de sécheresse. Pour éviter la famine, plusieurs familles de son village avaient réuni le peu d'argent qu'il leur restait et elles l'avaient chargé de se rendre à Ouagadougou pour acheter un peu de nourriture. Il est allé à la capitale à bicyclette. Arrivé là, il eut un contact douloureux et brutal avec la ville. Il fit sans succès la queue pour obtenir ce qu'il voulait. Il voyait beaucoup d'autres personnes passer devant lui et pour acheter leur mil parce qu'elles parlaient français. Puis, comble de malheur, l'homme s'est fait voler

sa bicyclette et tout l'argent que les villageois lui avaient confié. Alors, de désespoir, il s'est suicidé. Cela n'a pas troublé le sommeil des gens de Ouagadougou. Ce n'était qu'un mort de plus. On creuse un trou, on jette le corps dedans comme un poids inutile dont il faut se débarrasser.

La ville a continué à tourner allègrement, dans l'indifférence, dans l'ignorance même, de ce drame alors qu'au loin des dizaines de personnes, des familles entières attendaient le retour heureux de cet homme qui allait relancer leur existence, mais qui n'est jamais revenu... Alors on se demande, avons-nous le droit de les laisser pour compte ?

*Ce fut un choc pour vous ?*

Oui, j'y pense encore souvent aujourd'hui.

*Mais avez-vous vécu, vous-même, des situations de rapports inégaux ou l'avez-vous simplement observé chez d'autres ?*

Non, je l'ai vécu personnellement. Tout petit, j'allais à l'école primaire de Gaoa. Le directeur de celle-ci était un Européen dont les enfants avaient une bicyclette. Nous, les autres enfants, nous avons passé des mois et des mois à rêver à cette bicyclette. Nous nous réveillions avec elle dans la tête, nous la dessinions, nous tentions de refouler le besoin qui resurgissait toujours.

Pour essayer d'obtenir qu'on nous la prête, nous avons tout fait. Les enfants du directeur voulaient-ils du sable pour édifier un château, nous leur en apportions, voulaient-ils que nous leur rendions un autre service, nous nous précipitions. Et tout cela juste dans l'espoir de pouvoir faire un tour, « prendre un tour », comme on dit ici. Nous avions le même âge mais rien n'y faisait.

Moi, un jour, me rendant compte que tous nos efforts étaient vains, je me suis emparé de la bicyclette et me suis dit : « Tant pis, je me paie ce plaisir et advienne que pourra... »

*Avec quelles conséquences ?*

On a arrêté mon père qui fut jeté en prison. Je fus renvoyé de l'école. Mes frères et mes sœurs n'osaient plus y retourner. C'était la terreur. Comment voulez-vous ne pas créer de profonds sentiments d'injustice entre des enfants qui ont le même âge ?

On a également mis une autre fois mon père en prison parce qu'une de mes sœurs avait cueilli des fruits sauvages en lançant des pierres dont certaines étaient retombées sur le toit de la maison de ce directeur. Or cela dérangeait sa femme pendant sa sieste. Je comprenais qu'elle souhaitât se reposer après un bon repas réparateur et qu'il fût énervant d'être dérangé de la sorte, mais nous, nous voulions manger...

Et dans cette circonstance on ne s'est pas contenté de mettre mon père en prison, on a sorti une note interdisant à qui que ce soit de cueillir ces fruits.

*Aujourd'hui, quand vous rencontrez votre père, qu'il voit ce que vous êtes devenu et ce que vous entreprenez, qu'est-ce qu'il vous dit ?*

Mon père est un ancien combattant. Il a fait la Deuxième Guerre mondiale et il a été prisonnier des Allemands. Comme ancien combattant, il estime que nous n'avons encore rien vu, que pour eux c'était pire. Disons que notre débat est plutôt fait de chocs... (rires)

*Cela m'amène au problème des Anciens, qui ont un rôle dans la société traditionnelle et qui doivent avoir énormément de peine à comprendre et surtout à admettre ce qui se passe...*

Ces gens sont très nombreux. Il faut chaque fois leur réserver un petit mot. Ils sont surpris que nous parlions d'eux dans certains messages.

Ces personnes âgées ont eu le sentiment d'être exclues et c'est d'autant plus frustrant pour elles qu'à notre âge, elles avaient fait preuve d'un courage admirable. Aujourd'hui elles vivent sur leurs lauriers, mais il est normal que nous leur rendions justice en reconnaissant leurs mérites passés afin de pouvoir compter sur le dynamisme que ces personnes peuvent insuffler d'un simple mot.

*Mais comment pensez-vous les intégrer ?*

Nous avons décidé de mettre sur pied une structure qui va s'occuper d'eux. Elle n'a pas encore de nom, mais ses responsables sont connus. Des comités provisoires se créent dans toutes les provinces, et bientôt un congrès national se tiendra au cours duquel ces Anciens vont mettre en place un

bureau national. Des structures et des directions vont également définir le mode de participation.

*Une volonté d'ouverture ?*

Nous sommes en Afrique, dans une société où la féodalité, dans son sens le plus large, est très puissante. Lorsque le vieux, le patriarche a parlé, tout le monde suit. Alors nous disons : « Autant les jeunes doivent combattre les jeunes réactionnaires, autant les vieux réactionnaires seront combattus par les vieux révolutionnaires. »

Cela a certes des limites idéologiques, mais nous leur concédons ces limites-là pourvu que, dans leur secteur, ils s'occupent également de ceux qu'ils doivent combattre.<sup>1</sup>

*Revenons à votre enfance, y a-t-il d'autres souvenirs qui pourraient éclairer votre personnalité, faire comprendre certains comportements ?*

J'ai été au lycée à Bobo-Dioulasso. Toute ma famille était restée à Gaoa. En arrivant, je ne connaissais personne. Or, le jour de la rentrée des classes, on nous dit que pour des raisons d'intendance, le lycée ne serait ouvert que le lendemain. L'internat étant lui aussi fermé, il a fallu nous débrouiller pour nous loger. Ma valise sur la tête (j'étais trop petit pour la porter d'une autre manière), j'ai erré dans cette ville trop grande pour moi. J'étais de plus en plus fatigué et j'ai fini par me retrouver devant une maison bourgeoise. Dans la cour il y avait des voitures et un gros chien.

J'ai sonné. Le monsieur est sorti et m'a toisé : « Tiens, un petit qui vient comme ça et pourquoi ? » Je lui ai répondu : « J'ai vu cette maison et me suis dit, c'est là que je vais passer la nuit. » Il a poussé un grand soupir, il n'en revenait pas, puis il m'a donné son accord. Il m'a installé, m'a donné à manger, puis m'a expliqué qu'il devait sortir car sa femme était en attente à la maternité. Le lendemain j'ai pris mes affaires, je l'ai salué et je suis parti.

Un beau jour, étant devenu ministre, j'ai nommé un secrétaire général au Ministère de l'information. Puis je lui ai demandé : « Vous ne me reconnaissez pas ? » Il m'a dit non. Un mois plus tard, même question, même réponse. Le jour où il a quitté sa fonction, je l'ai appelé : « Vous étiez à

la station radio de Bobo. Vous habitiez tel quartier, vous aviez une voiture Ami 6. Vous m'avez ouvert la porte et vous m'avez donné à manger. J'étais tout petit, j'allais au lycée. » « C'était donc vous ? » « Oui, c'était moi. » Il s'appelait Pierre Barry. En quittant sa maison, je me disais que, tôt ou tard, il faudrait que je rende à cet homme-là un service pour qu'il sache que sa charité n'avait pas été inutile. Je l'ai cherché. Le hasard a bien fait les choses. Nous nous sommes rencontrés. Il est aujourd'hui à la retraite.

*La générosité bien sûr, mais aussi probablement la découverte de la violence en soi ?*

Très tôt je me suis demandé si la méchanceté gratuite existait. J'avais à l'époque un camarade qui était plus faible que moi. Un jour je l'ai emmené en brousse et lui ai dit : « Maintenant je vais te frapper, tout simplement parce que je l'ai décidé. » Nous n'étions que deux, il était à ma merci. Je vous assure que j'ai cherché à le faire. Je voulais trouver le courage de le frapper. Puis je me suis mis à pleurer : « Je voulais te tuer, parce qu'il doit bien y avoir des raisons pour lesquelles un homme en tue un autre puisque tant de gens le font. » L'acte n'a pas été posé. Je ne l'ai pas tué. Aujourd'hui ce garçon vit à Bobo-Dioulasso.

Mais je sais que nous les hommes, nous sommes très méchants. Voyez le mensonge, voyez l'humiliation sous toutes ses formes.

*Mais arrive-t-il qu'on sente la nécessité d'agir par la violence ?*

Un autre souvenir à ce sujet. J'ai vu à l'île de la Réunion une scène qui m'a beaucoup marqué et me poursuit encore. Je faisais à l'époque un stage comme jeune officier. Le 31 décembre un bal avait été organisé. Je m'y suis rendu, car j'aime beaucoup m'amuser. J'étais à une table avec des capitaines. A ma droite se trouvait un commandant. On chuchotait que sa femme le trompait avec un professeur, un civil français.

Effectivement, à ce moment-là, ce professeur et cette femme dansaient, seuls, sur la piste. L'officier s'est levé, très digne. Il a dit : « Assez » et les a séparés. Pendant que

le professeur sortait furtivement, je suis allé le féliciter pour lui déclarer que je le soutenais.

Puis tout à coup je me suis dit que, au lieu de féliciter le commandant, j'aurais dû tendre un piège à ce professeur parce que cette race d'hommes doit disparaître de la terre. Il rend un autre homme terriblement malheureux parce qu'il a séduit sa femme. A moins que ce ne soit elle qui l'ait fait et qu'il n'ait pas eu le courage de lui dire non.

Je sais que nous allons finir par prendre des décisions contre ce genre de personnes, ici. On me dira que celui qui n'a jamais péché leur jette la première pierre. Non ! Même si nous ne parvenons pas à supprimer l'adultère, nous prendrons des décisions non pas parce que c'est un homme et une femme, mais parce qu'un homme a trompé un autre homme.

*Vous accordez beaucoup d'importance au geste ?*

Beaucoup. Lorsque le général Lamizana<sup>2</sup> était président, il était vraiment inaccessible. Moi j'étais jeune officier à Pô. A cette époque nous n'avions pas d'eau. Ni à boire ni à plus forte raison pour laver nos vêtements que nous devons envoyer à Ouagadougou. Pour changer cet état de choses, j'ai tout fait. J'ai vu des prêtres, des ONG pour faire des forages, pour creuser des puits. Rien.

Je me suis dit : « Je ne peux pas comprendre qu'un gouvernement laisse les gens dans une telle misère. » Un jour j'ai ordonné au chauffeur : « Préparez la jeep. » Je me suis équipé. J'ai pris mes armes. Or, se déplacer à l'époque avec un tel équipement était particulièrement excentrique et vite remarqué. Quand je fus en tenue de combat, nous avons pris la direction de la présidence. Arrivé à Ouagadougou, j'ai d'abord fait arrêter le véhicule devant le CAMICO, un magasin de pièces détachées et d'autres objets. Je suis entré et j'ai immédiatement vu une motopompe. Je me suis rendu à la caisse. « Je veux l'acheter. » « Vous payerez tout de suite ? » « Non, je veux une facture pro forma. » « A l'adresse de qui ? » « Mettez : commando, et ajoutez entre parenthèses — présidence — » « Qu'est-ce que cela veut dire ? » « Faites-le. » « D'accord. »

Nous sommes partis, le chauffeur et moi, en direction de la présidence. J'ai demandé une audience.

*Était-ce une démarche ordinaire ?*

A l'époque c'était tout à fait inimaginable. Un visiteur attendait déjà, je me souviens qu'il s'agissait de l'ambassadeur d'Allemagne. Lorsqu'on me pria d'exposer mon motif, j'ai refusé de le donner. Le directeur de cabinet, alors, n'a pas voulu transmettre ma demande. Plus j'insistais, plus il persévérait dans son refus. J'ai fini par lui dire : « Si vous ne me laissez pas entrer, vous serez responsable de ce qui va arriver. » J'étais, ne l'oubliez pas, en armes. Je pensais que mon attitude me conduirait en prison, j'imaginai même qu'on allait se battre. Les responsables ont fini par avertir le Président, qui aurait répondu de me faire attendre.

J'ai en effet attendu pendant très, très longtemps, puis j'ai été introduit. Il faut se souvenir qu'à l'époque j'étais simple lieutenant. Le président était sidéré. Je lui ai dit :

« Vous êtes général, je suis lieutenant, nous sommes donc tous les deux des officiers. J'ai des hommes sur le terrain qui n'ont rien à boire. Je veux une motopompe, voici la facture pro forma. »

Il m'a fixé longuement en silence. Puis : « Vous n'êtes venu que pour cela ? » « Pour cela et rien d'autre. » Il a insisté, puis il a signé le chèque.

Je l'ai salué, j'ai pris ma motopompe et suis immédiatement rentré à Pô. « Rassemblement les gars, nous avons gagné. Pompez l'eau, faites boire les gens. Allez et qu'on en finisse avec cette souffrance-là. »

*Mais votre attitude avait-elle vraiment de quoi surprendre dans un système où les relations personnelles et les contacts privés jouent un si grand rôle ?*

Vous savez, quand le général Lamizana signa son chèque et qu'il me le remit, j'ai lu ou j'ai cru lire dans ses yeux quelque chose qui m'a beaucoup touché. En réalité la somme ne représentait pas un grand sacrifice pour lui. A l'époque le président avait une caisse noire et ce que je lui demandais n'était que le trois-centième de ce dont il disposait trimestriellement. (La motopompe coûtait 254 000 CFA. Je me souviens même qu'il signa par erreur

258 000 CFA et qu'avec la différence nous avons acheté des pièces de rechange.)

Mais j'ai quand même compris que l'homme était dépité. Sans cesse des gens venaient lui réclamer de l'argent et sous n'importe quel prétexte. Peut-être, ce jour-là, fut-il heureux de pouvoir faire un geste qui rende service non pas à une seule personne, mais à plusieurs. Et je me suis juré de lui rendre la monnaie de son acte.

*Aujourd'hui où les rôles sont inversés, avez-vous parlé avec lui de cet épisode ?*

Non, je ne lui ai pas parlé de cela, mais il ne comprend pas pourquoi j'ai tant d'attentions pour lui. Le 7 novembre 1982, quand il y eut le coup d'Etat du CSP<sup>3</sup>, il avait déjà accompli deux ans de prison. Différents groupes s'affrontaient et des soldats voulaient profiter de la nuit noire pour éliminer des gens, notamment lui. C'est pourquoi je suis intervenu personnellement pour que Sangoule Lamizana, Gérard Kongo, Joseph Conombo, Touré Soumané puissent sortir sans risque. Mais j'ai fait en sorte que Sangoule Lamizana n'en sache rien afin qu'il ne me soit pas redevable.

Quand il passait devant les TPR, j'avais des charges contre lui. Elles auraient suffi à le faire condamner. Il ne sait pas pourquoi je ne suis pas allé témoigner contre lui. J'ai beaucoup de respect pour lui, pour les autres, même pour Saye Zerbo<sup>4</sup> bien qu'il soit en prison. Moi je sais où mènent les diminutions des peines du 4 août.

## RELATIONS AVEC L'ÉTRANGER

*Le colonel Kadhafi n'a pas ménagé ses efforts pour vous apporter son appui avant votre prise du pouvoir, et ensuite par des aides matérielles. Certains considèrent que vous êtes l'homme de la Libye.*

Je suis allé en Libye et j'ai beaucoup admiré la politique sociale là-bas. Il est évident que la présence du pétrole est la cause de la construction de tant d'autoroutes, tant d'hôpitaux, d'universités et de HLM. Mais le pétrole existait bien avant l'arrivée du colonel Kadhafi, or à cette époque ce pays était complètement marginalisé.

Par un réel souci de justice sociale, les actuels dirigeants ont su arracher des mains d'une minorité monarchique, bourgeoise, inféodée au grand capital, l'ensemble des richesses afin d'en faire bénéficier le plus grand nombre.

Nous admirons ce genre d'attitude. La défense d'une telle politique implique des comportements dont la témérité choque et heurte dans le domaine international... Un pavé jeté dans la mare de la tranquillité et des conventions. Mais à partir de là, prétendre que nous sommes influencés par le colonel Kadhafi, c'est une affirmation complètement fautive. Nous ne sommes pas plus inféodés à la Libye qu'à la France de 1789 par exemple. Nous ne sommes pas davantage liés aux Américains qu'aux autres quand ils disaient : « L'Amérique aux Américains » et qu'aujourd'hui nous affirmons : « L'Afrique aux Africains. » Nous reprenons les causes justes où qu'elles soient.

*Mais vous ne cachez pas que vous traitez avec lui ?*

Je vous dirai ceci : pour avoir beaucoup fréquenté le colonel Kadhafi, je vous affirme qu'on peut distinguer trois catégories de dirigeants selon l'attitude qu'ils choisissent face à lui : il y a d'abord ceux qui disent qu'il ne faut pas le fréquenter, car il est le diable en personne. Convaincus, ils l'évitent, mais de manière totalement hystérique. En fait ils sont des hommes manipulés, incapables de faire un choix eux-mêmes.

La deuxième catégorie est composée de ceux qui

fréquentent Kadhafi par personnes interposées. S'il fallait l'établir, elle serait longue, la liste de tous ceux qui signent avec lui des contrats juteux et tiennent en même temps des propos haineux, qui prononcent des discours totalement engagés contre ce même Kadhafi. Ces dirigeants trompent leur peuple. Ils sont obligés de faire le tour du monde afin de brouiller les pistes entre chez eux et Tripoli.

Troisièmement, il y a ceux qui traitent ouvertement avec lui. Nous n'avons pas honte de dire que nous faisons partie de ceux-là. Selon nous, il vaut mieux appartenir à la catégorie de ceux qui acceptent de négocier au grand jour, car c'est alors sur des bases plus objectives. Lorsque celles-ci n'existeront plus, nous serons libres de rebrousser chemin.

Les autres, en revanche, doivent constamment se tenir sur le qui-vive lorsque le colonel Kadhafi est face à des journalistes. Va-t-il parler d'eux ou non ? Ils craignent qu'il ne les dénonce publiquement. Nous pas.

*Le Burkina-Faso a été membre du Conseil de sécurité à l'ONU. Vous vous êtes, vous-même, exprimé devant l'Assemblée générale ; quelles réflexions en tirez-vous ?*

Si je ne m'y étais pas rendu, je n'aurais pas connu cette expérience, donc à quelque chose malheur est bon. Mais à vrai dire, il faut éviter d'être un rat dans ces couloirs-là, car très vite on tombe dans la complicité internationale, une espèce de tolérance qui ramène les problèmes des gens à de stériles joutes oratoires de théoriciens.

Quand vous voyez les gens qui s'y trouvent, vous avez l'impression qu'ils sont sérieux, mais moi cela ne m'amuse pas tellement de les rencontrer. Au début, seulement, j'ai ressenti le besoin de m'y rendre.

Toutefois nous avons, en effet, été membre du Conseil de sécurité. Nous avons estimé que si notre rôle aux Nations Unies ne consistait pas à compléter les effectifs, nous devions avoir le courage de parler au nom des peuples qui nous avaient fait confiance. (Le Burkina-Faso a été élu par plus de 104 pays.) Nous devions représenter leurs intérêts, en particulier ceux des pays non alignés. Car il faut constamment, quotidiennement, courageusement défendre leurs intérêts ainsi que ceux des peuples qui s'indignent, si

nous ne voulons pas que les Nations Unies ne deviennent une caisse de résonance manipulée par quelques tambourinaires puissants.

*Avez-vous connu en cette circonstance des pressions ? Une menace de couper certaines aides ?*

A l'époque, l'ambassadeur des Etats-Unis, par exemple, a tenté d'exercer une pression de ce type. C'était en rapport avec Porto Rico, le Nicaragua, Grenade et plusieurs autres questions. Nous lui avons dit toute l'amitié sincère que nous avons pour le peuple américain, mais qu'il n'était pas dans l'intérêt de celui-ci de créer la désolation dans d'autres pays. Nous avons ajouté que notre amitié était si réelle qu'elle nous empêchait de nous solidariser avec ceux qui attaquent les Etats-Unis sans raison, gratuitement.

Je dois ajouter, pour l'honnêteté intellectuelle, que l'ambassadeur américain, à la suite de notre conversation, a fait machine arrière et qu'il a expliqué notre position à son gouvernement.

*Des pressions parce que vous étiez membre du Conseil de sécurité ?*

En effet, différentes pressions, sous différentes formes, par différents groupes. Mais pouvions-nous nous taire lorsqu'une grande puissance agresse un petit pays, lorsqu'une nation envahit une autre ? Nous avons pensé que nous avions un combat à y mener au nom de tous ceux qui nous apportèrent leur confiance, mais au nom également de ceux qui ne le firent pas parce qu'ils nous connaissaient insuffisamment.

*Pour un résultat dont vous êtes satisfait ?*

Nous avons pris les positions que nous avions à prendre. Nous nous sommes ainsi fait connaître de beaucoup de gens. Cela nous a également valu un grand nombre d'ennemis. Nous avons attaqué à gauche comme à droite, à l'est comme à l'ouest. Chacun en a pris pour son compte. Valait-il la peine de se payer tant et tant d'ennemis ? Fallait-il ouvrir tant et tant de fronts ? Je ne sais pas.

*Dans votre situation, une grande puissance qui vous retirerait son aide vous mettrait dans des difficultés très graves. C'est vrai par exemple pour la France, les Etats-Unis, l'URSS et d'autres nations occidentales...*

C'est la raison pour laquelle nous sommes obligés de lutter contre l'impérialisme et ses manifestations. Pour celui-ci, il est plus important de nous dominer culturellement que militairement. La domination culturelle est la plus souple, la plus efficace, la moins coûteuse. C'est pourquoi nous affirmons que pour renverser le régime burkinabé, il n'est pas nécessaire d'amener des mercenaires puissamment armés, il suffit simplement d'interdire l'importation du champagne, du rouge à lèvres, du vernis à ongles.

*Ce ne sont pourtant pas des produits usuels des Burkinabé...*

La seule bourgeoisie est aujourd'hui persuadée qu'elle ne peut se passer de ces produits. Il nous faut travailler à décoloniser les mentalités, et réaliser le bonheur à la limite des sacrifices auxquels nous devons consentir. Il faut travailler à reconditionner notre peuple à s'accepter tel qu'il est, à ne pas avoir honte des réalités qu'il connaît, à s'en contenter et même à s'en glorifier.

Il faut être cohérent. Nous n'avons pas hésité à refuser une aide de l'Union soviétique qui n'était pas, selon nous, à la hauteur de notre attente. Nous nous sommes expliqués avec les Soviétiques et je pense que nous nous sommes compris. Mais il faut savoir garder sa dignité.

## BUDGET DE L'ÉTAT ET DETTE EXTÉRIEURE

*Quand on a un budget de 58 milliards de francs CFA dont 12 sont affectés à la dette, est-il réellement possible d'avoir un plan et une stratégie ?<sup>5</sup>*

Oui, mais on pose simplement et très brutalement la question de choix entre le champagne et l'eau.

Nous nous efforçons de refuser les partages inégaux. Or, que constatons-nous ? 58 milliards de budget ; 30 000 fonctionnaires qui en monopolisent 30, et rien pour les autres. Ce n'est pas normal. Si nous voulons davantage de justice, il faut que chacun accepte de reconnaître où se trouve le peuple et quels sacrifices il doit faire pour que cette justice se réalise.

Qui sont donc ces 30 000 fonctionnaires ? Des gens comme moi. Prenez mon cas : sur 1 000 enfants nés la même année que moi, la moitié sont morts au cours des trois premiers mois. J'ai eu la chance extrême d'avoir pu y échapper. Tout comme c'est une chance de ne pas avoir été victime ensuite d'une de ces maladies que nous connaissons en Afrique et qui ont décimé d'autres personnes nées la même année que moi.

Je fais partie des 16 enfants sur cent qui ont pu aller à l'école. C'est une autre chance inouïe. Je fais partie des 18 sur 100 qui sont parvenus au baccalauréat et des 300 sur l'ensemble du pays qui se sont rendus à l'étranger, qui se sont perfectionnés et qui, une fois de retour, sont sûrs de trouver un emploi. Je fais partie des 2 sur 100 soldats qui, sur le plan social, ont une place stable et bien rémunérée parce qu'officier dans une armée où ce grade représente quelque chose.

Et des gens qui ont connu un certain nombre de chances comparables sont 30 000 dans ce pays de 7 millions d'habitants ? Et à nous seuls nous « pompons » plus de 30 milliards ? Cela ne peut plus durer.

*Sans compter les autres avantages !*

En effet, c'est nous, qui sommes en ville, qui donnons le ton, qui expliquons à l'opinion internationale ce qui va, ce

qui ne va pas et comment il faut apprécier la situation ici.

C'est nous qui parlons de droits de l'homme, de baisse de pouvoir d'achat, de climat de terreur. Nous oublions que nous avons condamné à mort des milliers d'enfants pour n'avoir pas accepté qu'on diminue un tant soit peu notre salaire afin de réaliser un petit dispensaire. Et nous n'avons agité aucune opinion internationale contre le scandale que représentent ces morts. Nous faisons partie de la complicité internationale des bonnes consciences. « Je te pardonne tes fautes, tu me pardonnes les miennes. Je me tais sur ce que tu fais de sale. Tu te tais sur mes mauvaises actions et nous restons entre gens propres. C'est véritablement le *gentleman agreement* des bonnes consciences... »

*L'indignation est une chose, mais comment agir ?*

Il faut oser regarder la réalité en face puis oser donner des coups de boutoir sur des privilèges acquis de longue date, de si longue date même qu'ils paraissent être devenus naturels, incontestables. Bien sûr, vous courez le risque de vous faire violemment attaquer dans la presse. Mais on ne demandera jamais aux 7 millions de paysans sans voix s'ils sont heureux ou non d'une route, d'une petite école, d'un dispensaire, d'un puits.

*Mais que feriez-vous sans l'aide internationale et les prêts d'ajustement structurel ?*

En 1983, quand nous sommes arrivés au pouvoir, les caisses de l'Etat étaient vides. Le régime que nous avons renversé avait négocié et obtenu de la France un prêt d'ajustement structurel d'environ 3 milliards de francs CFA. Au terme d'un certain nombre de tractations, ce prêt a été rétrocédé à notre régime. Cela n'a pas été facile, mais depuis lors je peux vous affirmer que personne ne nous a prêté quoi que ce soit, ni la France ni quelqu'un d'autre. Nous n'avons aucune aide budgétaire.

*Comment, dans ces conditions, éviter le déficit budgétaire ?*

Nous comblons ce trou en empêchant qu'il existe... c'est-à-dire en empêchant qu'il y ait une différence. Nous avons diminué les salaires. Les cadres ont perdu jusqu'à un mois de revenu. Les fonctionnaires ont dû renoncer à une

partie de leurs indemnités ce qui, vous vous en doutez, n'est jamais bien accueilli nulle part. Ces sacrifices, nous les imposons aux membres du gouvernement, auxquels nous faisons mener un train de vie très modeste. L'instituteur ministre touche son salaire d'instituteur, le capitaine président, celui de capitaine, rien de plus.

#### *La vertu de l'exemple ?*

Oui. Imaginez-vous que par le passé, dans ce pays, on parlait d'instaurer le 13<sup>e</sup>, voire le 14<sup>e</sup> mois de salaire... Pendant ce temps des gens mouraient faute d'avoir pu acheter un petit comprimé de Nivaquine... Il ne faut pas s'étonner qu'alors soit apparu en France le cartiérisme contre ces rois nègres, qui s'achètent des voitures et construisent des châteaux avec les produits de leurs contribuables. Le cartiérisme est bel et bien né de nos propres fautes et de nos propres erreurs.

Savez-vous aussi que des Burkinabé touchaient des indemnités de dépaysement (dans leur propre pays), des indemnités de soleil ?

D'autres avaient des salaires de 2 à 300 000 CFA pour simplement diriger des syndicats, et ils revendiquaient des augmentations de salaire malgré les sommes colossales qu'ils recevaient !

Nous avons dû demander des sacrifices, c'est cela la transformation des mentalités. Et nous ne sommes pas au maximum de nos possibilités. Ce n'est qu'un pas, d'autres devront être faits.

#### *Mais dans cette situation, est-il possible d'envisager le moindre investissement ?*

Par ces diminutions de salaires, cette réduction du train de vie, mais aussi en gérant mieux ce que nous avons, en évitant les détournements, nous sommes arrivés à dégager quelques bénéfices qui nous permettent de modestes investissements. Mais ils sont déjà un témoignage de la nécessité pour nous de continuer ces efforts-là. Des chiffres si vous voulez :

notre budget est établi une fois par année, mais chaque trimestre nous faisons le point et procédons à des

comparaisons, c'est vous dire à quel point nous sommes près de nos sous.

Au premier trimestre 1983, le budget (pour lequel nous étions déjà un peu impliqués dans le cadre du CSP, mais sur lequel nous n'avions pas la haute main), ce budget faisait apparaître un déficit de 695 millions de francs CFA. Au premier trimestre 1984, ce déficit n'était plus que d'un million de francs CFA alors que nous avions eu la possibilité de le mettre en place et de l'exécuter nous-mêmes.

Au premier trimestre 1985, ce n'est plus un déficit mais un excédent de 1 milliard 985 000 francs CFA qui apparaît, et nous allons continuer ainsi.

#### *Oui, mais à quel prix ?*

En serrant sur tout. Ici, il est interdit d'écrire sur le verso d'une feuille seulement. Nos ministres voyagent en classe économique et n'ont que 15 000 francs CFA par jour de défraiement. Pour moi aussi, la situation est la même, mais la fonction de chef d'Etat offre cet avantage que vous êtes pris en charge lorsqu'on vous accueille à l'étranger.

Notre ministre du Travail s'est rendu il y a quelque temps à Genève, pour une conférence internationale. Vous êtes bien placé pour savoir qu'avec ses 15 000 francs CFA d'indemnité journalière, il ne pouvait envisager de se loger là-bas. Il a dû se rendre en France voisine et partager un modeste logement avec ses collaborateurs. Il n'y a aucune honte à cela. Peut-être même ces conditions lui auront-elles permis d'accomplir encore mieux sa mission que s'il avait été logé dans un palace. Ce n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres.

*Il y a quelques mois, le SIDWAYA<sup>6</sup> titrait : « Si Lénine avait su ce que nous faisons, il nous aurait aidés. » N'est-ce pas là l'expression d'une déception face à l'URSS et d'autres pays ?*

Au regard des risques que nous prenons, car nous conduisons ici une véritable révolution, au regard aussi de ce que nous pensons pouvoir représenter, de manière peut-être immodeste, pour l'Afrique, nous ne comprenons pas cet attentisme, ce désintéressement, ce manque d'empressement à nous aider de la part de ceux qui sont le plus indiqués pour le faire, car du point de vue de la sensibilité

idéologique, ils sont dans le même camp que nous.

Nous le comprenons d'autant moins qu'ici on peut nous étouffer pour 5 millions de francs CFA. Plusieurs fois, nous avons manqué devoir fermer des unités usuelles et mettre des gens au chômage pour l'équivalent de cette somme qui nous faisait défaut. Les conséquences auraient été des grèves, des protestations et peut-être, si cela avait été exploité par d'autres personnes plus futées, la chute totale du régime.

Et alors, « chat échaudé craint l'eau froide... » ! Des dispositions terrifiantes auraient été prises pour qu'un régime comme le nôtre ne revienne pas.

*Il s'agissait donc bien d'une déception ?*

L'article de SIDWAYA exprimait bien cela, mais je ne crois pas, d'autre part, qu'il faille demander aux autres de se sacrifier pour vous jusqu'à abandonner leurs propres problèmes, même si ceux-ci ne sont pas comparables. La tristesse de quelqu'un qui, chez vous, s'aperçoit que le vin n'est pas de bonne qualité est aussi valable que celle d'une personne qui, ici, n'a pas d'eau à boire.

Ailleurs, une population n'est pas contente de son gouvernement parce qu'il n'a pas créé de troisième, de quatrième ou de vingt-cinquième chaîne de télévision. Ce n'est pas une raison pour nous de vous demander de marquer le pas, de nous attendre, nous qui n'en avons qu'une et encore...

Les autres pays ont eux aussi à supporter leurs propres charges.

Et puis il faut dire que c'est nous qui faisons notre révolution. Alors tant mieux ou tant pis pour nous... A nous de l'assumer. Personne ne nous a demandé de la faire, après tout ! Nous aurions pu hypothéquer notre pays et le mettre en location. Quelqu'un aurait payé. C'est nous qui avons estimé que toutes ces formes d'aliénation étaient à rejeter, c'est à nous d'en payer le prix.

*Apprendre à sortir d'une mentalité d'assisté ?*

Oui, il faut se départir de cette mentalité. Si nous n'avions pas été colonisés et si nous n'avions pas eu de rapport avec la France, comment aurions-nous eu le droit

d'attendre quelque chose d'elle ? Pourquoi ? En Corrèze, au Larzac il reste des gens qui ne sont pas heureux...

Alors nous devons perdre cette mentalité, même si, au nom d'un internationalisme quelconque, nous aurions aimé que les aides aillent là où il faudrait. Mais il ne faut pas oublier que, à moins d'être masochiste ou suicidaire, on ne va pas aider son ennemi, lui donner des armes pour qu'il survive, qu'il rayonne et qu'il convainque autour de lui d'imiter son exemple. Ils sont fort nombreux ceux qui ont peur que nous réussissions. Ils nous interpellent par toutes sortes de défis.

*Le temps ne joue-t-il pas contre vous ?*

Ils nous donnent, par exemple, moins d'un an pour avoir les caisses vides, ne plus pouvoir payer les fonctionnaires et être obligés de recourir au FMI ou à une autre organisation. Vaille que vaille, cahin-caha nous traversons quand même la zone de tempêtes et ressortons la tête haute. Ils nous donnent alors un autre délai au terme duquel il paraît évident que nous allons échouer. Tant bien que mal, nous tenons et démontrons à la longue, dans la pratique, qu'il existe d'autres schémas qui peuvent permettre de contourner les formes classiques d'approvisionnement des caisses.

*Mais que peuvent faire de plus les Burkinabé ? L'excès de sacrifices risque de se retourner contre vous ?*

Non, si vous savez donner l'exemple. Nous avons créé une caisse de solidarité révolutionnaire<sup>7</sup> à laquelle des milliers de Burkinabé contribuent. Leurs oboles représentent un effort considérable pour que notre peuple ne soit pas contraint à mendier une aide alimentaire. La caisse nous a permis de parer au plus pressé, notamment face aux problèmes de survie des populations du Sahel.

## LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET L'AIDE EXTÉRIEURE

*Mais parallèlement se pose la question de la dette extérieure. A la conférence de l'OUA à Addis-Abeba, les participants étaient très divisés sur le comportement à avoir face au remboursement...*

Pour notre part, nous disons très nettement qu'il ne faut pas payer la dette extérieure. Ce n'est pas juste. La payer c'est payer deux fois un tribut de guerre. D'ailleurs d'où vient-elle ? De ce qui nous fut imposé de l'extérieur. Avions-nous besoin de construire des châteaux, de dire aux médecins qu'ils toucheraient un très important salaire à la fin du mois, de créer chez l'officier une mentalité d'homme surpayé ?

Nous avons été obligés de contracter des dettes très lourdes,<sup>8</sup> et les unités économiques qu'elles ont permis de créer n'ont pas toujours tourné très rond. Pour elles, nous avons pris de lourds engagements financiers alors qu'elles étaient parfois suggérées, proposées, organisées, installées par ceux-là mêmes qui nous ont prêté l'argent.

C'est tout un système, avec ses éléments d'assaut, qui sait exactement ce qu'il faut vous proposer. Ensuite son artillerie lourde intervient, et nous devons payer toujours davantage. Ce sont des placements heureux pour les investisseurs. Ils ne placent pas leur argent dans leurs propres banques, chez eux cela ne rapporte rien. Ils sont alors obligés de créer le besoin ailleurs pour que d'autres paient. Avions-nous besoin de fumer telle ou telle cigarette ? On nous a convaincus que « grâce à telle marque, nous serions l'homme le plus fort du monde, celui qui séduira toutes les femmes ». Nous avons fumé et avons développé le cancer en prime. Et les plus privilégiés d'entre nous sont partis en Europe se faire soigner...

Alors qu'il s'agissait de donner un nouveau souffle au marché du tabac chez vous.

*Mais le refus de payer la dette extérieure a-t-il un sens s'il n'est le fait que d'un ou deux Etats ?*

En fait ce n'est pas l'action isolée et usurière d'un banquier qui nous impose de payer la dette, mais tout un système organisé. Celui-ci permet qu'en cas de non-règlement, on puisse bloquer vos avions sur un aéroport, ou qu'on refuse de vous envoyer une pièce de rechange absolument indispensable.

Alors, ne pas payer la dette exige que nous allions en front uni. Tous les Etats doivent agir ensemble à condition, bien sûr, que nous acceptions de faire notre autocritique sur notre propre gestion de ces ressources. Lorsque certains ont contracté des dettes énormes pour des dépenses personnelles somptuaires, ils ne méritent pas que nous nous mobilisions pour les soutenir.

Nous l'avons dit clairement dans le message que nous avons adressé à l'OUA : « Ou bien il faut collectivement résister, opposer un refus net de payer la dette ou, si ce n'est pas le cas, il faut, alors, aller mourir, isolément un à un... »

*Mais ce n'est pas un point de vue unanimement partagé ?*

Chacun de nous se croit le plus malin, le plus rusé, tout en comprenant la logique de ce juste refus. Il le contourne pour aller voir les prêteurs. Dès lors on dira d'eux qu'ils sont les plus organisés, les plus modernes, les plus respectueux des textes des engagements.

On leur donne d'autres prêts pour imposer d'autres conditions, puis quand la grogne s'installe dans les rues, on leur suggère aussi d'envoyer des « gros bras » pour casser ceux qui ne veulent pas suivre et installer sur le trône ceux qui doivent l'être selon eux...

*Face aux mesures économiques intérieures, ne craignez-vous pas une violente réaction populaire ?*

L'adhésion générale que nous rencontrons en imposant des mesures pourtant peu populaires montre la nature de notre révolution : une révolution qui n'est dirigée contre aucun peuple, contre aucun pays, mais qui vise à redonner au peuple burkinabé sa dignité et à lui permettre d'accéder, lui aussi, à un bonheur qu'il aura défini d'après ses normes à lui. Le bonheur, le développement, se mesurent ailleurs

sous forme de ratios ; de quintaux d'acier par habitant, de tonnes de ciment, de lignes téléphoniques.

Nous avons d'autres valeurs. Nous n'avons aucun complexe à dire que nous sommes un pays pauvre. Lorsque nous sommes dans les organisations internationales, nous n'avons pas peur de prendre la parole et de bloquer les débats pour un ou deux dollars de réduction d'une cotisation, ou d'une contribution, des Etats. Nous savons que cela irrite bon nombre de délégations qui sont capables de jeter par la fenêtre des milliers et des millions de dollars.

Et lorsque nous devons recevoir un ambassadeur qui doit présenter ses lettres de créance, nous ne le faisons plus dans ce bureau présidentiel, nous l'amenons en brousse, chez les paysans. Il emprunte des routes chaotiques, il souffre de la poussière et de la soif. Ensuite nous pouvons l'accueillir en lui disant : « Excellence, Monsieur l'ambassadeur, voilà le Burkina-Faso tel qu'il est et c'est avec lui que vous devez composer, non avec nous qui sommes dans les bureaux feutrés. »

Nous avons un peuple qui a sa sagesse, son expérience, un peuple qui peut définir lui aussi une certaine manière de vivre. Ailleurs on meurt d'avoir été trop bien servi. Ici on meurt de ne pas l'avoir été suffisamment. Entre les deux, il y a une forme de vie que nous découvrirons si nous faisons chacun une part du chemin l'un vers l'autre.

*Autre facteur économique dont il faut tenir compte : le développement des organisations non gouvernementales (ONG). On en recense environ 600 au Burkina-Faso, dont 400 d'origine française. Comment expliquez-vous ce développement ?*

Pour moi les organisations non gouvernementales ont des côtés positifs et négatifs, mais surtout elles traduisent l'échec des relations d'Etat à Etat et la nécessité pour les peuples de rechercher d'autres formes de contact et de dialogue. Même s'il existe ailleurs un Ministère de la coopération, un Ministère des affaires étrangères ou un Ministère des relations extérieures, on va chercher des formes nouvelles ; donc, cela signifie politiquement que ces ministères sont inopérants.

Nous savons, bien sûr, qu'il existe des organisations non

gouvernementales qui sont des officines d'espionnage impérialiste. Affirmer le contraire serait faire preuve, soit d'une parfaite naïveté, soit de la volonté de se crever les yeux afin de ne pas voir la réalité. Mais il n'y a pas que cela. Beaucoup d'autres sont effectivement des organisations où des hommes et des femmes pensent avoir trouvé le lieu idéal pour s'exprimer, pour apporter quelque chose parce qu'ils ont entendu parler de pays qui souffrent, alors qu'eux-mêmes sont très mal dans leur peau sous le poids des calories et du luxe. Ils ont ressenti le besoin d'entreprendre quelque chose, ce qui est bien.

*Ne risque-t-on pas une forme de désordre que la bonne volonté ne suffit pas à corriger ?*

Ici, nous nous sommes dit : « Les ONG arrivent, il faut les organiser. » Si vous ne le faites pas, la situation peut devenir très dangereuse. Auparavant, ces organisations s'étaient installées en fonction de la carte politique électorale du pays. Dans tel fief se trouve un homme politique important : c'est là qu'on creusera des puits, même s'il faut en faire un tous les 25 cm, alors qu'ailleurs où le besoin est réel rien ne se fera, car il ne se trouve aucun fils du pays qui soit bien en vue.

Les ONG se sont également gênées dans la mesure où les puits ont été faits à l'anglaise, à l'allemande, à la française, pour une eau qu'on boit à la burkinabé. Elles refusent de se communiquer les informations nécessaires et préfèrent laisser chacun recommencer les mêmes erreurs, histoire de pouvoir dire : « Vous voyez bien que ces gens n'y connaissent rien... »

*Mais ne doivent-elles pas mener une politique délicate et difficile ?*

Elles ont souvent commis des erreurs en n'osant justement pas s'affirmer et dire aux dirigeants locaux : « Ecoutez, Messieurs, nous sommes venus pour tel objectif très clair. Si vous êtes d'accord nous jouons le jeu. Si vous ne l'êtes pas, nous plions bagage et chercherons à travailler ailleurs. »

Leur complaisance est parfois devenue de la complicité. Pour certaines d'entre elles, l'important était d'avoir de

bonnes coupures de presse à diffuser en Europe pour dire : « Voyez, bonnes gens, nous sommes en train de sauver des âmes. Donnez-nous un sou, Dieu vous le rendra... », alors qu'en réalité elles faisaient la politique de tel député ou sénateur qui pouvait ainsi prouver son rayonnement.

*Elles ont perturbé la politique locale, selon vous ?*

Elles n'ont surtout pas eu le courage de heurter ceux qui agissaient mal. Résultat, vous arriviez ici, on vous disait : « Vous venez d'Europe, très bien... Vous avez de l'argent et vous voulez aider le pays, bravo, c'est ce qu'il faut faire ici car les gens crèvent de faim... Mais vous allez avoir besoin d'un bureau, louez donc le mien... Il vous faut un directeur national car nous tenons à assurer la relève, j'ai justement un cousin qui attend... Comme standardiste j'ai une cousine, le planton sera mon neveu... » En un mot, ils amènent tout leur village, et pourvoient jusqu'au vice-planton. Vous, vous êtes satisfait, on parle de votre action en Suisse ou en France, lui est heureux car il peut aller dans son village et dire : « Si vous êtes sages et si vous votez pour moi, je vous amènerai du lait en poudre. » Le lait arrive, chacun s'extasie devant la performance de celui qui fait des miracles de cette sorte.

*Mais comment se prémunir contre ce genre de situations ?*

Là aussi il faut engager le combat. C'est pourquoi nous avons créé un bureau de « suivi des organisations non gouvernementales ». Il ne s'agit pas de les empêcher de vivre, de tourner normalement, car elles ont besoin d'une certaine souplesse, compte tenu de la nature de leurs fonds et de leur manière de travailler. Mais il faut faire profiter l'ensemble d'entre elles des expériences déjà acquises par les premiers arrivés. Indiquer également les endroits où elles peuvent être le plus efficaces, le plus utiles, et de quelle manière.

*Dans quelles conditions votre gouvernement accepte-t-il l'aide internationale ?*

Nous acceptons l'aide quand elle respecte notre indépendance et notre dignité. Nous refusons l'aide qui achète des

consciences et ne procure des avantages qu'aux dirigeants. Si vous nous fournissez une aide pour que nous puissions acheter plus facilement vos produits ou pour que certains d'entre nous puissent ouvrir des comptes bancaires chez vous, nous la refuserons.

## L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT

*Le problème alimentaire se pose de manière dramatique dans votre pays. La malnutrition touche par exemple plus de 50 % des enfants et la ration calorique moyenne est de 1 875 par jour, soit 79 % de la ration recommandée pour la santé. Que pouvez-vous faire ?*

La faim est, en effet, un problème cyclique pour le Burkina-Faso depuis de nombreuses années. Cela traduit aussi notre manque d'organisation et notre peu de préoccupation pour le monde rural. Ce problème est également né d'une production insuffisante en raison de sols de plus en plus pauvres, de l'accroissement de la population mais aussi en raison des pluies capricieuses et rares. Il faut encore ajouter à cela la spéculation.

Nous sommes donc en face d'un ensemble de problèmes physiques et socio-politiques qu'il convient de résoudre en même temps. Nous comptons prendre des mesures techniques et politiques, pour que l'agriculture ne soit plus un phénomène aléatoire, mais une source de richesses. Aller de la sécurité alimentaire à l'autosuffisance pour devenir un jour une puissance alimentaire.

*Un ambitieux programme ; par quels moyens pensez-vous le réaliser ?*

Il s'agit d'abord de savoir intéresser le monde rural, de l'organiser pour la production en l'assistant sur le plan technique et organisationnel. Un exemple : la circulation des céréales, qui était complètement anarchique, faisait la joie des spéculateurs et le malheur des consommateurs. Nous connaissons des milliers et des milliers de paysans qui, dans des périodes difficiles dites de soudure, cédaient leurs champs à des usuriers et à des capitalistes de tout acabit. Ceux-ci pouvaient alors spéculer à d'autres moments. Nous avons pris des mesures en nationalisant le sol.

*Plus de 90 % de la population vit dans les campagnes. La situation est extrêmement difficile : pauvreté des sols, pénurie*

*de terres agricoles, manque de points d'eau. Quel est votre plan de développement rural ?<sup>9</sup>*

Ce développement passe par la solution de différents problèmes. D'abord, la maîtrise de l'eau ; nous construisons actuellement de nombreuses petites retenues d'eau, de petits barrages. Mais aussi la maîtrise des facteurs de production, la création de débouchés incitateurs, la mise sur pied d'une industrie agro-alimentaire capable d'absorber et de conserver ces produits, une meilleure répartition sur le territoire afin d'éviter les pénuries saisonnières et géographiques, enfin l'accroissement, pourquoi pas, des possibilités d'exportation vers d'autres marchés.

Nous ne sommes pas favorables à de grandes unités industrielles. Leur automatisation élimine des emplois et exige la mobilisation de capitaux importants que nous ne possédons pas. Enfin, se pose le problème de la maintenance de cette technologie. Une seule pièce défectueuse peut nous obliger à déplacer un avion vers l'Europe parce que l'élément de remplacement ne se trouve que là-bas.

*Vous envisagez l'accroissement de la production vivrière ? Dans le domaine des agrumes, des cultures maraîchères, de l'élevage, notre pays offre des possibilités qui, conjuguées avec le savoir-faire de ceux qui, ailleurs, se sont déjà lancés dans ce genre d'activités, permettraient de très heureux résultats. Nous ne sommes pas opposés à l'entreprise privée qui ne porte pas atteinte à notre honneur, notre dignité, notre souveraineté. Nous ne verrions aucun inconvénient à voir quelqu'un de l'extérieur venir s'associer à des Burkinabé (dans le secteur public ou privé) afin de participer au développement du pays.*

*Tout cela à quelle vitesse ?*

À la nôtre. Nous préférons infiniment de petites unités, à mi-chemin entre l'industrie et l'artisanat : des manufactures, des ateliers qui emploient une main-d'œuvre sommairement formée. Par leur taille réduite, ils peuvent s'implanter au plus près des zones de production. Nous préférons les « teufs-teufs » aux machines électroniques.

*Vous produisez du haricot, or c'est une culture d'exportation très liée aux contingences internationales...*

A quelque chose malheur est bon. Le haricot est en effet pour nous un problème, qui a le mérite de mettre à nu les réalités du monde capitaliste, mais aussi l'image que l'on se fait de notre révolution à l'extérieur. Par ce biais, nous avons pu démasquer quels sont les groupes de pression qui sont décidés à maintenir le Burkina-Faso dans le giron de la dépendance liée à un certain type d'exportation.

*Pouvez-vous nous donner des exemples concrets ?*

Le haricot vert est cultivé dans la région de Kougassi, et cela depuis longtemps. C'est une belle production qui a connu un écoulement régulier vers l'Europe, en particulier vers la France. Cela, bien sûr, en liaison avec des compagnies aériennes : UTA (Union de transport aérien) compagnie française, Air Afrique, compagnie multinationale africaine, mais essentiellement contrôlée par la France. En 1984, de manière curieuse, nous avons constaté que malgré une saison des pluies médiocre, la période fut faste pour le haricot. Or, ces mêmes compagnies aériennes ont refusé de prendre cette production. Le haricot est fragile. Ainsi, chaque jour, nous avions une trentaine de tonnes qui arrivaient à Ouagadougou, et seules 20 tonnes étaient exportées, au maximum...

Résultat, en moins d'une semaine plus de 400 tonnes ont commencé à pourrir à l'aéroport car nous n'avions pas de locaux pour les stocker et les conserver. Les compagnies ont affirmé qu'elles étaient sollicitées par d'autres vols. Or nous estimons que, si la coopération doit exister entre ces compagnies et nous (en particulier avec Air Afrique à laquelle nous participons comme Etat souverain), il faut être capable de faire des sacrifices : par exemple supprimer certains vols de plaisance, pour sauvegarder le revenu de ces pauvres paysans qui ont sué sang et eau pour produire le haricot, et qui ont ainsi démontré leur savoir-faire.

D'autre part lorsqu'il va en Europe, notre haricot est immédiatement classé comme produit de seconde qualité. Mais nous savons très bien qu'il est ensuite reconditionné et revendu sur le marché sous un autre label. En fait, c'est un

chantage de bas étage. Nous ne pouvons plus le ramener chez nous, et nous le bradons à n'importe quel prix.

*Pensez-vous que des raisons politiques sont à l'origine de cette situation ?*

Il y a également des raisons de cet ordre. Un boycottage systématique de l'exportation du Burkina-Faso est organisé, afin de nous étouffer économiquement et de nous mettre en difficulté avec les producteurs.

*Est-ce le seul exemple ?*

Non bien sûr. Prenez l'exemple du bétail. Notre pays est un grand exportateur d'animaux, cependant nous connaissons actuellement des problèmes. On refuse de nous acheter nos têtes de bétail, ou on nous pose des conditions inacceptables de telle sorte que nous ne parvenons pas à les exporter.

Mais le boycottage s'exerce également dans le domaine de l'importation. Surtout pour les matières dont nous avons un urgent besoin. Des pressions sont exercées pour que nous ne puissions pas importer le ciment nécessaire à des travaux d'intérêt général. On sait qu'en nous privant de ce matériau nous aurons, sur nos chantiers, des quantités de travailleurs qui finiront nécessairement par se retourner contre nous parce qu'ils nous percevront comme des démagogues. Nous avons envoyé des missions d'information et de bonne volonté pour expliquer aux uns et aux autres que notre révolution n'est dirigée contre aucun peuple, et qu'il n'y a pas de raison de s'attaquer à nous. A l'avenir nous serons obligés de considérer des attitudes provocatrices de cette nature comme un *casus belli*.

*Ces blocages ne sont-ils pas nés de certaines de vos positions internationales ?*

Vous avez raison. Nos positions n'ont pas toujours plu, mais nous connaissons un dilemme : soit taire les positions que nous considérons comme vraies, consciemment mentir afin de bénéficier des grâces de ceux qui peuvent nous aider, contenter nos partenaires délicats et puissants ; soit dire la vérité, dans l'intime conviction que nous rendons service à notre peuple et à d'autres.

Lorsqu'une grève se tient en Europe, ce n'est pas nous qui avons incité les travailleurs en cause à agir de cette manière contre tel ou tel industriel. Non. Mais nous savons que ce sont les intérêts légitimes de ces travailleurs qui sont ainsi défendus. Il faut savoir être solidaires sans que, pour autant, il y ait un lien avec nous.

*Une des préoccupations, au Burkina-Faso, est la dégradation lente et apparemment inéluctable de l'environnement. Que pouvez-vous faire pour enrayer le mal ?*

Les sociétés africaines, qui vivent la rupture immédiate avec leur culture, s'adaptent très mal à leur nouveau contexte. Celui-ci implique des démarches économiques tout à fait différentes. Les populations ont augmenté ; les besoins aussi, et l'univers naturel, le développement spontané auxquels nous étions habitués (l'expansion des forêts, la cueillette, etc.) existent de moins en moins.

Nous sommes devenus de très grands prédateurs. Un exemple : la consommation annuelle de bois de chauffe au Burkina-Faso représente, si l'on mettait bout à bout les traditionnelles charrettes utilisées pour le transport, l'équivalent d'un convoi dont la longueur ferait 4,5 fois la distance du nord au sud de l'Afrique. Peut-on permettre que des gens procèdent à de telles dévastations ? Mais peut-on également le leur interdire, quand on sait que le bois est la principale source d'énergie ici ?<sup>10</sup> Nous sommes en face de nouveaux besoins, en face d'une nouvelle pression démographique, sociologique, et pour laquelle nous n'avons pas trouvé les éléments d'accompagnement.

Ailleurs aussi le déboisement a fait des ravages, mais il a été possible de reboiser et surtout de trouver des produits de substitution. Nous, nous n'avons que cette source d'énergie. Aujourd'hui nous sommes constamment obligés de rappeler à chacun son devoir, qui est de régénérer la nature et de l'entretenir. La progression galopante et catastrophique du désert, dont les habitants perçoivent les effets, nous aide dans cette démonstration.

*L'expliquer, chercher à convaincre est une chose, mais quelles mesures pratiques appliquer ?*

Après avoir analysé en détail le phénomène, ses causes,

ses manifestations, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'y avait qu'une solution pour nous : prendre des mesures draconiennes. Or elles le sont, puisqu'elles vont jusqu'à toucher ce que les gens estiment être leur liberté dans l'immédiat, mais nous pensons qu'à terme nous préserverons ainsi la liberté collective. Nous avons donc lancé ce que nous appelons les trois luttes.

D'abord nous interdisons la coupe sauvage et anarchique du bois. Que cette coupe se fasse dans des périmètres définis par les spécialistes, de façon à maintenir une certaine régulation. Ce n'est pas parce que vous avez du bois à quelques mètres de vous que vous pourrez le couper. Non. Vous irez même, s'il le faut, à 5 km si c'est là qu'il se trouve en quantité suffisante.

Pour maîtriser la situation, nous avons interdit de transporter du bois, à moins que ce soit dans un véhicule au badigeonnage spécial et évident, de sorte que les personnes qui se livrent à ce commerce soient limitées en nombre, contrôlables et, par conséquent, faciles à encadrer sur le plan technique.

Deuxième lutte : nous avons interdit la divagation des animaux, autre cause importante, après l'homme, de cette destruction anarchique. Là aussi nous avons dû prendre des décisions très draconiennes, je le conçois, mais on ne peut rien faire tant qu'on n'impose pas aux mentalités des schémas de rigueur. Nous avons décidé qu'il serait possible d'abattre sans autre forme de procès tout animal pris en train de brouter des cultures, cela pour obliger nos éleveurs à avoir des méthodes plus rationnelles. Actuellement, notre forme d'élevage est de type contemplatif. On se contente d'avoir 5 000 têtes de bétail sans s'inquiéter de la manière de les nourrir, même si c'est au prix de la destruction du champ d'autrui ou des forêts, attaquées jusqu'aux plus jeunes pousses. Chacun est égoïstement fier de son grand nombre de bœufs. Ces bêtes, en réalité, même très nombreuses, ne produisent pas beaucoup de richesses ni en poids, ni en lait, ni en force de travail. Elles sont chétives. Il faut obliger les éleveurs à se poser la question : « Combien me coûte mon élevage et quel est l'effectif optimal pour avoir le meilleur rendement et la plus petite dépense ? »

*Mais le remède risque d'entraîner un certain nombre d'abus ?*

Il y a en effet, je dois le reconnaître, des manifestations douloureuses d'éleveurs qui sont malheureux car des agriculteurs ont tué leurs bêtes. Ils ont l'impression d'être tombés dans un piège, car des paysans malins et roués font exprès d'aller cultiver tout près des bêtes et les attendent avec un gourdin. Nous passons par ces formes-là. Je sais que je ne détiens pas la solution parfaite, mais s'il n'y avait que 60 % de juste dans ce que je décide, je le ferais. Et là, selon moi, nous sommes au-dessus de ce pourcentage.

*L'interdiction, la contrainte, mais aussi la prise en charge constructive ?*

C'est le reboisement, l'acte positif pour recréer la nature. Nous avons ordonné que toutes les villes, tous les villages aient un bosquet d'arbres. Dans la tradition africaine existait une forme de préservation de la nature, un système socio-écologique : le bois sacré.

On y accomplissait un certain nombre de rites, en particulier des rites initiatiques. D'un point de vue mythique et animiste, ces bois avaient une puissance supposée qui les protégeait. Mais, en même temps que ces valeurs ont cédé la place au modernisme, à un certain cartésianisme et même à d'autres religions, en même temps la protection a manqué et ces bois ont disparu. Les écrans qu'ils constituaient ont sauté et la désertification a, naturellement, pu faire son chemin plus rapidement encore.

C'est une des raisons qui nous a poussés à créer ces bois. Et bien que nous ne réussissions pas à leur donner le contenu religieux d'antan, nous essayons de leur attribuer une valeur sentimentale qui soit équivalente. Ainsi, tous les événements heureux sont marqués par une plantation d'arbres : un baptême, un mariage, une cérémonie.

Le 3 août, il y a eu une remise de décorations. Les récipiendaires, après avoir été félicités, sont allés planter des arbres avec leurs parents et leurs amis. Chaque année il en sera ainsi. Et s'il ne restait que 15 % de ces arbres, ce serait déjà quelque chose de fait.

*Les foyers améliorés sont également un autre moyen de diminuer la consommation de bois ?*

Au cours des années précédentes, nous avons énormément parlé de foyers améliorés. Nous avons été soutenus à coups de centaines de millions, de milliards pour favoriser la vulgarisation de ces foyers améliorés. D'abord des recherches fondamentales, puis des recherches appliquées, enfin la vulgarisation. Mais nous n'avons progressé qu'une fois le bois devenu rare. Devant l'urgence, il faut des solutions, des moyens d'économiser cette source précieuse. Alors les femmes s'y intéressent enfin.

On a dit que le développement de l'agriculture au Burkina-Faso ne peut se faire que dans un mariage heureux entre l'élevage et les techniques de culture, mais il n'est pas possible d'intégrer l'élevage tant que l'éleveur n'a pas lui-même la démarche de l'agriculteur. Maintenant il doit rentabiliser, et ce n'est pas seulement le lait, la viande, le fumier et les os qu'il doit vendre, mais aussi la force de travail de ces animaux qui sont là toute l'année. Par nécessité, nous créons un rythme positif de production.

*Très souvent dans les discours, dans cette interview aussi, vous utilisez le symbole.*

Cette forme pédagogique tient à notre contexte. Comme vous l'avez remarqué non seulement nous parlons beaucoup, nous sommes très longs dans nos réponses, mais nous affectionnons en effet les symboles. Car les discours sont orientés vers des auditeurs qui viennent d'une civilisation orale à l'africaine, où l'on évolue par circonvolutions.

Moi qui suis le plus souvent amené à parler aux paysans, je laisse mon esprit aller à cette forme de dialogue, de débats, d'échanges de vue tout en admirant le brio de ceux qui utilisent d'autres formulations. Ils répondent de façon brève, concise, structurée, même sans texte écrit. Leur capacité tient à la nature de l'auditoire auquel ils ont généralement à faire face. Quand vous parlez à des universitaires, vous n'êtes pas obligé de développer pendant des heures et des heures comme nous le faisons ici.

A la limite, en Afrique, nous nous méfions de ceux qui ont des réponses journalistiques, ce sont des professionnels de la politique, non des hommes des masses.

## L'ADHÉSION POPULAIRE

*A l'évidence, aujourd'hui, l'état de grâce qui suivit le 4 août 1983 est terminé ; dans quelle phase, selon vous, vous trouvez-vous ?*

Il y a curieusement, aujourd'hui, moins de folie et c'est pourtant plus facile de convaincre. Le phénomène a perdu de sa nouveauté et, d'un certain point de vue, perdu également un peu de son éclat (« l'éclat captivant »). La révolution est devenue notre rythme normal.

Quand nous nous sommes rencontrés, en mai 1984, je vous disais ma conviction qu'après la mobilisation euphorique, il faudrait que nous pensions à la mobilisation consciente des masses. Nous y sommes.

*Sans troubles, sans période transitoire ?*

Il y a eu entre les deux une petite période de transition, de flottement, de doute, de désespoir même. A ce moment-là, beaucoup ont dit : « Après des discours pompeux et démagogiques, ils se révèlent incapables de conduire les destinées de notre pays. » Alors toutes les décisions que nous avons voulu prendre se sont heurtées à une hostilité, organisée ou non, consciente ou non. Mais heureusement pour nous cette période est passée très vite, et nous avons pu conduire de bout en bout un certain nombre de choix qui paraissaient téméraires.

Les bénéfiques, les acquis furent constatés. Maintenant, sans qu'il y ait d'euphorie, une euphorie béate, il y a un enthousiasme conscient, moins exubérant, mais qui est notre meilleur soutien et nous permet de prendre d'autres décisions.

Un exemple : quand vous invitez toute la classe des fonctionnaires d'un pays à faire du sport, et que vous dites que vous en tiendrez compte pour l'avancement de chacun, c'est une décision qu'il faut avoir le courage de prendre. Vous avez beau être persuadé du bienfait de l'exercice physique, ce n'est pas facile à accepter. Les gens l'ont fait.

*Tous ?*

Non, vous trouvez çà et là des personnes qui refusent, ou qui disent : « Il n'aurait pas fallu le faire. » Ce sont surtout des petits bourgeois qui redoutent l'effort. Mais l'ensemble accepte. Les gens n'en font pas un motif de combat, ils se disent que nous savons où nous allons. Aujourd'hui, la pratique du sport populaire s'est réellement installée dans les mœurs.

*D'aucuns ont pourtant parlé de baisse d'enthousiasme, de démobilisation...*

Nous n'avons plus cette nouveauté qui captive et qui séduit. L'orientation est déjà connue, et certains esprits peuvent même deviner par avance ce qui se fera ou se dira, à peu de choses près. Les gens continuent à aimer la révolution, mais le prosélitisme c'était il y a quelque temps.

Malheureusement des observateurs mal avisés ont prétendu que cela correspondait à une baisse d'enthousiasme, à une démobilisation, etc. Non, ce n'est pas vrai.

*Est-ce que Thomas Sankara sait encore ce qui se passe dans le pays, l'attitude de tel fonctionnaire qui abuse de son pouvoir, de tel CDR dont les agissements terrorisent un quartier ?*

Il est maintenant 22 heures. Lorsque nous aurons terminé cet entretien, vers minuit, je partirai dans un village jusqu'à 5 heures du matin. Il faut prendre le temps d'écouter les gens, s'efforcer d'entrer dans tous les milieux, même ceux qui ne sont pas recommandables. Il faut maintenir des relations de tous genres, avec les jeunes, les vieux, les sportifs, les ouvriers, les grands intellectuels, les analphabètes. Vous recueillez une foule d'informations et d'idées.

Ainsi donc, je pense que lorsqu'un dirigeant s'adresse à un public, il doit le faire de telle sorte que chacun se sente concerné.

Lorsqu'il félicite, chacun doit avoir le sentiment qu'il est visé personnellement. Lorsqu'il critique, chacun doit pouvoir se reconnaître dans ce qui est reproché, savoir qu'il a posé un acte de ce genre, avoir le même réflexe que celui

qui a le sentiment d'être déshabillé, qui en a honte et décide d'éviter à l'avenir de faire les mêmes fautes.

Ainsi nous pouvons en commun prendre conscience de nos erreurs, et refaire chemin ensemble. Je suis obligé de m'informer, obligé de briser le protocole et tout ce qui vous enferme et, à certains moments, je suis également obligé de dire que j'ai appris et que je condamne telle situation. Cela secoue.

Je ne suis, bien entendu, pas au courant de tout, d'autant plus que certains hésitent à venir me parler, me jugent inaccessible. Il faut multiplier les gestes qui rapprochent.

Par semaine, je réponds, au bas mot, à une cinquantaine de lettres privées qui me posent les questions les plus inimaginables et les plus insolubles qui soient pour moi ; mais nous maintenons les relations. Je suis très heureux quand des gens me font des propositions pour des problèmes que j'ai posés. Même si nous ne retenons pas toujours leurs solutions.

*Quels moyens envisagez-vous pour une action plus systématique ? Il paraît très difficile que vous ne soyez pas débordé...*

Nous allons mettre prochainement en place une structure du CNR pour répondre à cela. Mais surtout il sera nécessaire de convaincre chacun qu'il peut porter plainte, que sa plainte sera peut-être reçue et qu'elle sera étudiée avec la même considération, la même importance quel que soit le pouvoir que nous avons accordé à celui qui a exercé contre lui des vexations.

Il faut donc que nous fassions des exemples, même s'il s'agit de nos propres parents.

*Dans le processus que vous avez mis en place, envisagez-vous la création d'un parti unique, par exemple, et à quel moment ?*

L'avenir nous conduit vers une organisation beaucoup plus élaborée que l'actuelle mobilisation de masse, nécessairement moins sélective. Donc, à l'avenir, un parti pourra voir le jour, mais nous ne voulons pas focaliser notre réflexion et nos préoccupations sur la notion de parti. Il y aurait danger à le faire. On le créerait pour respecter les

canons révolutionnaires (« une révolution sans parti n'a pas d'avenir... »), ou alors on le créerait pour appartenir à telle Internationale dont ce serait la condition d'entrée *sine qua non*...

Or, la création d'un parti par la seule volonté des dirigeants, c'est la porte ouverte à toutes sortes d'opportunités.

Un parti nécessite des structures, des directions, des responsables. Qui donc pouvez-vous prendre sinon ceux qui sont là et qui ne sont pas forcément les révolutionnaires les plus combattifs ? Beaucoup de personnes se réclameraient du parti pour être sûres d'avoir un poste, un peu comme dans la définition des découpages ministériels au sein des gouvernements. Certains vous suggèrent tel ou tel découpage qui leur permettrait, à eux aussi, d'avoir un poste. Il faut éviter toute tentation opportuniste d'un parti sur mesure, tant il est délicat de créer un parti après la prise du pouvoir.

Par ailleurs, un des inconvénients du parti, c'est qu'il devient trop restrictif, trop sélectif par rapport à une mobilisation de masse. A partir du moment où vous ne comptez plus que sur une minorité, la masse est déconnectée de la lutte que vous menez.

La condition serait que le parti joue son rôle de leader, de guide, d'élément d'avant-garde, qu'il conduise toute la révolution, qu'il soit intégré au sein des masses et que, pour cela, les éléments qui le composent soient des éléments sérieux, qui ont de l'ascendant et parviennent à convaincre, sans équivoque, par leur comportement.

Mais au préalable il faut qu'on laisse les gens lutter sans parti, faire leurs armes sans parti, sinon on tombe dans la nomenclatura.

*Nous sommes à quinze ans du troisième millénaire. Va-t-on, selon vous, voir une renaissance du front continental ? Nous retrouverons-nous dans la même situation qu'à La Havane en 1966, et chaque nationalisme révolutionnaire continuera-t-il d'agir sans cohésion et sans unité supranationales ?*

Question difficile qui est véritablement de la prospective. Mais je pense que nous nous dirigeons de plus en plus vers la cohésion. Il faut être optimiste car il est normal, humain,

qu'à une époque où, tels des champignons, les Etats et les souverainetés sont apparus, chacun soit davantage préoccupé à jouir de son nouveau pouvoir qu'à comprendre une évolution globale du modèle. « Chacun écrit des livres de toutes les couleurs... », mais cela va se modifier.

Bien sûr, les devanciers étaient plus ou moins contraints d'agir de la sorte pour indiquer une certaine voie, même si parfois on tombait dans le messianisme. Or, de même qu'on parle de plus en plus de civilisation de l'universel, de même on parlera d'une révolution universelle. Car pendant longtemps l'impérialisme a organisé sur le plan mondial une internationale de la domination et de l'exploitation, mais il n'y a pas une internationale de la révolution, une internationale de la résistance contre l'oppression. Il y eut certes des tentatives, les trois Internationales, et l'on parle même de la quatrième.

Les dirigeants en tant que tels vont progressivement céder la place aux masses organisées, en particulier grâce aux moyens de communication qui brisent les barrières, qui réduisent les distances ; grâce également au nivellement des cultures qui fait que nous pouvons sentir les choses à peu près de la même façon. Les leaders actuels céderont alors le pas.

## L'ALPHABÉTISATION, LE SERVICE CIVIL

*Comment faire pour résoudre le problème de l'alphabétisation ?<sup>11</sup>*

Nous comptons nous attaquer au contenu et au contenant de l'éducation. Quand le colonisateur a ouvert des écoles, il n'avait pas des intentions de mécène ou de philanthrope, il avait plutôt le souci de fabriquer des commis aptes à occuper les postes utiles à son système d'exploitation. Pour nous il s'agit, aujourd'hui, de donner à l'école une nouvelle valeur afin qu'elle forme l'homme nouveau, qui connaît des concepts, qui les assimile, qui s'insère harmonieusement et totalement dans la mouvance et la dynamique de son peuple.

*Mais le principal souci, n'est-ce pas de la rendre démocratique ?*

En effet, jusqu'à maintenant seuls des privilégiés sont allés à l'école. Démocratiser l'école, c'est construire des classes partout. Actuellement, le peuple s'est mobilisé pour remplir cet objectif, et il le fait avec tant d'ardeur qu'il dépasse même les capacités de suivi technique du gouvernement. Ils vont trop vite à notre goût, mais nous n'entendons pas les arrêter en si bon chemin.

*En 1984, 1500 instituteurs membres du SNEAHV (Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta) ont été licenciés. Peut-on prendre le luxe d'une telle décision, alors que l'analphabétisme touche plus de 90 % de la population ?*

Ils l'ont été pour avoir mené une grève qui était, en fait, un mouvement subversif contre le Burkina-Faso. A l'époque nous avons été très clairs en leur disant : « Ne faites pas cette grève, car elle s'inscrit dans un plan de déstabilisation qui vise à la fois le Ghāna et notre pays. » La date de cette action conjointe était fixée. Il devait y avoir, en même temps, une tentative de coup d'Etat chez notre voisin et une série de grèves chez nous. Nous en étions informés et avons pris nos dispositions.